

Les cahiers de
PROSPECTIVE
Jeunesse

Numéro d'agrégation : P405048
Bureau de dépôt - 1050 BRUXELLES 5

Cahiers - Volume 10 - n° 3 - 3ème trimestre 05

Cahier numéro 36

Dossier :
**“Pauvreté, contrôle
social et
(dé)stigmatisation”**

**Tome 2 : changer les
regards... du côté des
professionnels**

**Cinéma en Borinage : étiquetage
figeant, télé-réalité ou docu-
menteur ?**

**Pères, impasses et manques. Le jeu
de risques en milieu populaire.**

“L.S.T.”... Quand l'union fait la force.

**Solidarité transculturelle, les Peuls
importent l'accueil.**

Rédacteur en Chef

Henri Patrick CEUSTERS

Secrétaire de Rédaction

Claire HAESAERTS

Relecture et corrections

Danielle DOMBRET

Etienne CLÉDA

Comité de Rédaction

Henri Patrick CEUSTERS

Claire HAESAERTS

Martine DAL

Bernard DE VOS

Comité d'Accompagnement

- Sébastien ALEXANDRE, Responsable de Projets, Modus Vivendi.
- Philippe BASTIN, Directeur d'Infor-Drogues, Bruxelles.
- Line BEAUCHESNE, Professeure agrégée, Département de Criminologie, Université d'Ottawa, Canada.
- Emmanuelle CASPERS, ULB-PROMES, Ecole de Santé Publique, Unité de Promotion Education Santé, Université Libre de Bruxelles.
- Alain CHERBONNIER, Philologue, Licencié en Education pour la Santé, Question Santé asbl.
- Tony DE VUYST, Chef de service, collections thématiques et cyberespaces de la Médiathèque de la Communauté Française de Belgique.
- Manu GONÇ ALVES, Assistant social, Coordinateur du Centre de Guidance d'Ixelles.
- Ludovic HENRARD, Coordinateur de la Fedito bruxelloise .
- Pascale JAMOULLE, Anthropologue au LAAP/UCL et au CSM Le Méridien, Bruxelles.
- Tatiana PEREIRA, Attachée Direction Promotion Santé, Ministère de la Communauté française.
- Micheline ROELANDT, Psychiatre.
- Gustave STOOP.
- Jacques VAN RUSSELT, Coordinateur Alfa, Liège, Président de la Fedito wallonne.
- Christelle VERSLUYS, Consultante-Formatrice, Prospective Jeunesse.

Illustration de couverture

Etienne SCHREDER

Illustrations

Jacques VAN RUSSELT

Mise en page

Claire HAESAERTS

Henri Patrick CEUSTERS

Impression

Nuance 4, Naninne

Editeur Responsable

Raymond VÉRITER

N° ISSN : 1370-6306



Les articles publiés reflètent les opinions de leur(s) auteur(s) mais pas nécessairement celles des responsables des "Cahiers de Prospective Jeunesse".

Ces articles peuvent être reproduits moyennant la citation des sources et l'envoi d'un exemplaire à la rédaction.

Ni Prospective Jeunesse asbl, ni aucune personne agissant au nom de celle-ci n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations reprises dans cette publication.

Publication trimestrielle**Abonnement annuel****Frais d'envoi compris**

	Belgique	CEE	Autres pays
Institution	22.31	24.79	27.27
Personnel	18.59	21.07	23.55
Etudiant	14.87	17,35	19.83

Prix au numéro: 6.20

Numéro de compte bancaire : 210-0509908-31

**Prospective Jeunesse asbl**

144 chaussée d'Ixelles - 1050 Bruxelles

Tél: 02/512.17.66 - Fax: 02/513.24.02

E-mail : cahiers@prospective-jeunesse.beSite Internet : <http://www.prospective-jeunesse.be>

Avec le soutien de la Communauté française de Belgique et de la Commission communautaire française de la région de Bruxelles-Capitale.



E

Pauvreté, marginalité, ... des personnes en résistance

D

Le train de l'économie à tout prix trace sa voie, laissant sur le côté de plus en plus de personnes abandonnées du (des) système(s), les laissés pour compte (en banque?!?). Dans nos états dits riches, le fossé se creuse entre les nantis et des populations vivant à la marge de cet El Dorado. Ces populations que le discours, tant commun qu'officiel, nomme les "défavorisés".

I

Et c'est au nom de cette appellation (contrôlée ou contrôlante ?) que, bien souvent, des initiatives se mettent en place pour leur "bien", pour qu'ils s'en sortent,...

T

Ces initiatives partent souvent du "haut", des décideurs pour s'adresser à ces "gens d'en bas" et tenter de les ramener dans le sillage de la société (et de ses valeurs).

Les discours se multiplient, au risque de banalisation, d'usure, de désintérêt, générant une catégorisation figeante, déniait à ces personnes la capacité de construction de leur identité propre, d'autonomie.

O

Le cadre est défini de l'extérieur et ce regard ne fait qu'accentuer leur marginalité, leurs différences, leurs écarts par rapport aux normes entre lesquelles évoluent les citoyens "ordinaires" contribuant à ce qu'à la pauvreté économique s'ajoutent le plus souvent les stigmatisations et créant une exclusion multiple ; ces populations en marge se voient attribuer des comportements "négatifs", "irrévérencieux", "a-normaux" : violence, consommations de psychotropes, délinquance, économie souterraine, absence de solidarité,... qu'il s'agira de juguler pour le bien de tous. On va donc viser à réduire ces "mauvaises" manières de vivre, tenter d'empêcher leurs effets négatifs en initiant toute une série de projets labellisés "travail social".

R

Selon le lieu où l'on se trouve, selon le "mandat", selon les valeurs et l'image de l'homme qui sous-tend la démarche, ces projets vont osciller entre le désir, la volonté de développement, d'émancipation et celui de normalisation, de stabilisation, de contrôle de ces populations.

I

Le premier tome de ce dossier "Pauvreté, contrôle social et (dé)stigmatisation" tente de renverser le regard ; il se penche sur les stratégies mises en place par ces personnes pour s'en sortir, survivre,... sur les bricolages de la vie quotidienne et (re)questionne leurs sens dans ces contextes particuliers.

A

L

- Pour Sébastien Alexandre, la stigmatisation renforce le paupérisme. Ainsi, il importe de porter un autre regard pour casser les spirales négatives. Force est de constater que dans des quartiers économiquement sinistrés, les habitants ne se reconnaissent pas dans l'image véhiculée par les médias... des solidarités locales peuvent émerger dans un environnement à bout de souffle.
- Pascale Jamouille interroge les transformations des contextes liées à la paupérisation et l'émergence de conduites à risque qui participent à une certaine construction identitaire des jeunes. Ces conduites à risque sont "des marche-pieds pour survivre dans un monde plus vaste que la place honteuse, l'impasse sociale assignée au départ" (Philippe Bourgois, cité in Jamouille p. 13). "Beaucoup de jeunes se bricolent des places instables dans la société en cumulant les systèmes d'accès aux ressources (entourage familial, allocations sociales, petits boulots, micro-traffics souterrains,...) (...) Des codes sociaux multiples fondent la vie sociale dans le quartier, dans la famille et l'école (...) Le monde ouvrier avait "une ligne de conduite", la génération des précaires en a beaucoup plus".
- Le troisième article présente L.S.T., un mouvement d'éducation permanente et de lutte, en résistance à ce qui produit la pauvreté. Quelques mots-clés : combattre la logique d'exploitation, créer une lutte collective et solidaire, toujours accessible aux plus écrasés, rester vigilants. Il s'agit bien ici de "lutter pour survivre dans une société dite des droits de l'homme, où des gens sont rejetés de tout circuit de travail, dépendants d'une aide sociale, où les droits ne sont pas toujours appliqués".
- Enfin, l'article de Véronique Dubois nous décrit une démarche de solidarité transculturelle : une communauté peule accueille des personnes souffrant de problèmes de santé mentale... De l'hospitalité importée!

Bonne lecture et rendez-vous au tome 2 pour découvrir des chemins (parfois de traverses) proposés par des professionnels autour de la question.

Henri Patrick Ceusters

E
D
I
T
O
R
I
A
L

QUAND LA STIGMATISATION RENFORCE LE PAUPÉRISME, UN AUTRE REGARD PEUT ÊTRE OPPORTUN...

Sébastien ALEXANDRE¹

Stigmatisation et pauvreté sont deux dimensions intimement reliées, d'autant plus que l'une renforce l'autre, et forme avec d'autres dimensions encore, la spirale de la chute sociale ou de la paupérisation. Pourtant, d'autres regards, d'autres points de vue peuvent se poser sur des phénomènes positifs, annihilant les stigmatisations et les spirales négatives.

A la pauvreté économique s'allie, très souvent, la stigmatisation. Aux faits objectifs révélant une situation socio-économique tragique, s'ajoutent rapidement les interprétations subjectives se centrant sur le négativisme, déviant bien vite vers une sorte de "blâme". Marchienne-Docherie, quartier de la banlieue de Charleroi, constitue un exemple criant de ce dangereux cocktail. Assurément, les faits objectifs révèlent un paupérisme dramatique : le chômage, y compris de longue durée, y fait des ravages ; le revenu moyen par habitant est nettement inférieur aux moyennes fédérales ou régionales ; les commerces ferment peu à peu... Le paupérisme y règne, et il serait difficile de le nier. A cette réalité s'ajoute une image négative attachée à ce quartier, souvent entendue lorsqu'on habite dans la région de Charleroi, et ce d'autant plus que deux documentaires, dont "Marchienne de Vie", centrés principalement sur les réalités socio-économiques de Marchienne-Docherie, y ont été tournés à une cinquantaine d'années d'écart.

Nous savons que ce cocktail entre une pauvreté économique objective et une stigmatisation, subjective par définition, est d'autant plus dangereux que cette stigmatisation peut, à son tour, influencer sur les réalités socio-économiques, dans une spirale négative. C'est maintenant un phénomène connu : lorsqu'un quartier, une ville ou une région est victime de stigmatisation, une désertion s'opère : les investisseurs s'éloignent ; les plus aisés d'entre les habitants s'en vont, remplacés par d'autres, toujours plus précarisés. La stigmatisation n'améliore pas les choses ; elle les empire. *A contrario*, les investissements que les villes du Hainaut et du Nord de la France placent dans leur image, principalement par le culturel ou le sportif, démontrent l'importance de combattre la stigmatisation, afin de favoriser le développement économique. Les différents pôles urbains se livrent alors à ce qu'on appelle le *marketing urbain*, et tentent de retourner la spirale négative, en finançant partiellement les projets sportifs, comme le football, ou culturels, comme un musée d'art

Mots-clés

- stigmatisation
- pauvreté
- paupérisation
- strengths-based

1. Sociologue.
Sebastienalexandre@hotmail.com

Références du mémoire:
Alexandre S., "Les formes d'aide entre personnes défavorisées d'un quartier paupérisé", mémoire en vue de l'obtention du grade de licencié en sociologie, UCL, 2001.

2. Lanzarini C., "Survivre dans le monde sous-prolétaire", Paris, PUF, 2000.

Bibliographie

Ansary P. et Goldschmidt A., "Dictionnaire des solidarités", Bruxelles, EVO, 1998.

Bosi M., "Le incerte poverta : diritti di cittadinanza e cultura dell'essenzialita", Milano, FrancoAngeli, 1992.

Bourdieu P., "La Misère du Monde", Paris, Seuil, 1993.

Crozier M. et Friedberg E., "L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective", Saint-Amand, Seuil, 1981.

De Keersmaecker M.-L., sous la dir. de, "Les inégalités sociales en Belgique", Bruxelles, EVO, 1997.

Demazière D., "Le chômage de longue durée", Paris, PUF, 1995.

Demazière D., "La sociologie du chômage", Paris, La Découverte, 1995.

Demazière D. et Dubar C., "Analyser les entretiens biographiques : l'exemple des récits d'insertion", Paris, Nathan, 1997.

Dumont L., "Homo Aequalis : genèse et épanouissement de l'idéologie économique", Gallimard, 1976.

Godbout J., "L'esprit du don", Paris, La découverte, 1992.

Guidieri R., "Voci da Babele : saggi di critica dell' antropologia", Napoli, Guida Editori, 1990.

Hiernaux J.-P. et Bodson D., "La face cachée : pauvreté, politique sociale, action urbaine", Bruxelles, EVO, 1981.

Hoggart R., "La culture du pauvre", Paris, Les Editions de Minuit, 1991.

Huberman M. et Miles M., "Analyse des données qualitatives : recueil de nouvelles méthodes", Bruxelles, De Boeck, 1991.

contemporain reconnu, une troupe de danse renommée ou encore l'organisation d'événements tels que "Lille 2004, capitale culturelle européenne". Ces faits démontrent l'importance des implications que l'image d'un quartier ou d'une ville peut avoir sur son développement économique, et *a fortiori* le pouvoir néfaste de la stigmatisation.

Les stigmatisations, disais-je plus haut, s'ajoutent souvent à la pauvreté économique. Elles visent alors les populations quasiment en marge de notre société, comme le "quart-monde".

A ces populations sont souvent prêtés des comportements "négatifs". L'un d'entre eux, ai-je souvent entendu, consiste en l'absence de solidarité, l'individualisme en plein, l'anomie dans ses plus grandes déclinaisons... Dans les milieux précarisés co-existeraient des individus ne portant aucune attention à l'autre, chacun vivant uniquement pour soi. Ces jugements ne sont pas uniquement ceux de l'homme "moyen". Étonnamment, lorsque j'ai préparé mon travail de fin d'études, je les ai retrouvés dans la littérature, dans des travaux universitaires, voire même dans la bouche de certains professionnels sociaux. Diverses théories, remontant jusqu'à Marx et sa critique virulente du *lumpenprolétariat* constitué des classes plus défavorisées encore que le prolétariat, prouvaient par A + B que la solidarité n'existait et ne pouvait exister avec le paupérisme, que ce soit pour des raisons économiques, sociales, voire même culturelles.

Or, selon moi, il est rare que la réalité soit tout à fait noire ou tout à fait blanche : elle est plutôt grisée, nuancée. Sans doute ne trouvons-nous pas, dans les milieux paupérisés, l'idéal communautaire et solidaire... Il est vrai qu'à part l'un ou l'autre mouvement de chômeurs en France, l'actualité sociale n'a pas souvent pu faire état de

revendications structurées d'usagers sociaux. Mais sans doute ne trouvons-nous pas non plus l'individualisme extrême du chacun pour soi. Lanzarini² l'a démontré dans le milieu des clochards, où les relations sociales évoluent du purement individuel, voire anémique, aux relations d'alliance, voire de solidarité. Tout n'est pas négatif ; tout est nuancé. Ne pouvions-nous pas déceler des phénomènes plus ou moins similaires dans le quartier de Marchienne-Docherie ? Je me suis penché sur cette question en y réalisant une étude qualitative en 2001.

Lorsque Marchienne-Docherie est présentée sous l'œil vrai, mais sélectif, d'une caméra centrée sur les difficultés socio-économiques qui y règnent, nous pouvons comprendre l'indignation de la population du quartier. Ce n'est pas que la réalité soit exagérée, et je pense qu'il est important d'en témoigner. Mais elle n'est perçue qu'à partir d'un seul point de vue, négatif dans ce cas. Or d'autres phénomènes sociaux, perçus comme nettement plus positifs, existent dans ce même quartier. Qui plus est, ces phénomènes sociaux peuvent même être l'une des conséquences d'un paupérisme indéniable. C'est en s'y intéressant que l'on peut participer à renverser la spirale de la stigmatisation.

La solidarité entre habitants constitue sans doute un de ces phénomènes. En tout cas, si nous lui donnons une définition bien précise. Dans le cadre de mon étude, je me suis intéressé aux "aides du quotidien" que pouvaient s'échanger les habitants du quartier, et sur les formes que ces aides prenaient. En effet, il est clair que la "solidarité" connaît une diversité assez étendue d'applications, allant d'un mouvement syndical organisé, comme un cortège de manifestants, à un mouvement revendicateur spontané, comme dans une prison où des mutins se

révolteraient en groupe et de manière soudaine ; ces deux exemples sont en soi très différents. Pourtant, dans les deux cas, les personnes apparaissent unies et, surtout, *solidaires*. Plus que cela, la "solidarité" peut aussi se manifester concrètement par le versement de dons à des associations sociales et humanitaires, par le bénévolat, ou même par de l'aide apportée au voisin, que ce soit parce qu'il est vieux, impotent ou démuné...

Ceci étant accepté, nous pouvons comprendre qu'il est nécessaire de s'attacher à l'une ou l'autre sphère de l'univers des solidarités ; j'ai choisi l'aide donnée au parent, au voisin, à l'ami, au prochain en général, et que ce soit aussi bien financièrement, par l'un ou l'autre dépannage "en nature", un service, un "tuyau" pour un boulot, la garde des enfants, un conseil, une aide pour remplir les papiers administratifs...

Dans un monde aux difficultés constantes, ces petits échanges de "bons procédés" recouvrent une nécessité absolue ; on ne peut s'en passer. Parce que les fins de mois sont souvent difficiles, et le crédit de quelques euros vient toujours à point ; parce qu'on n'a pas toujours assez de revenus pour s'acheter en suffisance des ustensiles de cuisine, du bois, du charbon, du matériel d'école pour le gosse... ; parce qu'on ne peut pas payer un professionnel pour repeindre le salon ; parce que la baby-sitter coûte trop cher ; etc...

Dans cette perspective, l'aide entre personnes défavorisées existe réellement et est indéniable. Mieux : elle est logique et peut s'expliquer justement par le manque ! En effet, dans une situation de manque, où sont regroupées par définition des personnes démunies, ou du moins largement précarisées, l'aide reçue, quelle qu'elle soit, importe

énormément pour le bénéficiaire. Et ce manque étant généralisé, tout un chacun peut désirer en être bénéficiaire. Or, comment s'assurer au mieux de ce service bénéfique ? En le rendant auparavant, bien entendu. Puisque dans le "quart-monde", tout un chacun vit dans le manque (même si de manière différente), la meilleure assurance d'être aidé dans les moments difficiles, c'est d'aider en premier. Ainsi, lorsque Pierre fait crédit à Paul à court d'argent, Paul devra non seulement le rembourser, mais pourra aussi, à son tour, lui prêter quelques euros lorsque ce sera au tour de Pierre de connaître une fin de mois difficile ; de même, lorsque Pierre a besoin d'un "lift" pour aller en quelque endroit, il pourra demander d'emprunter la mobylette de Paul, et, en échange, lui proposera de l'aider à constituer sa réserve de charbon pour l'hiver.

C'est justement la possibilité de *donner en retour* qui favorise l'échange d'aides entre personnes défavorisées : dans un monde où le manque est quotidien et généralisé, se priver peut passer pour aberrant, et il peut être difficile de comprendre que Pierre accepte de faire crédit à Paul. S'il le fait, c'est justement parce que l'aide reçue peut être rendue, et que le premier bénéficiaire se lie à une "dette", qu'elle soit matérielle ou non. Cette dette permet au donateur de réclamer un dû, et le bénéficiaire se doit de le lui rendre. *In fine*, l'aide donnée permet au donateur de s'assurer de recevoir de l'aide de l'autre : il forme une assurance pour l'avenir. Qui pourrait s'en passer, dans un monde où le manque, et donc l'incertitude vis-à-vis du futur, prédominent ? *Une fois pour toutes, l'entraide entre personnes défavorisées existe et s'explique logiquement.*

Bien entendu, d'autres dimensions peuvent aussi s'ajouter aux relations d'aide : ce sont les relations amicales ou familiales, de bon voisinage, etc. Mais

Labbens J., "Sociologie de la Pauvreté ; le Tiers-Monde et le Quart-Monde", Saint-Amand, Gallimard, 1978.

Lanzarini C., "Survivre dans le monde sous-prolétaire", Paris, PUF, 2000.

Lewis O., "La Cultura della poverta e altri saggi di antropologia", Bologna, Il Mulino, 1973.

Mauss M., "Essai sur le Don, forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques, 1923-24", in Id., Sociologie et Anthropologie, Paris, PUF, 1973, pp. 143-279.

Ogien R., "Théories ordinaires de la pauvreté", Paris, PUF, 1983.

Paugam S., "La disqualification sociale : essai sur la nouvelle pauvreté", Paris, PUF, 1991.

Paugam S., "Le salarié de la précarité", Paris, PUF, 2000.

Paugam S., sous la dir. de, "L'exclusion, l'état des savoirs", Paris, La Découverte, 1996.

Rahnema M., "Si fa presto a dire povero : come viene creato, promossa e strumentalizzata la 'povertà' nel mondo", Sarsino, Macro Edizioni, 1995.

Sarpellon G., sous la dir. de, "Understanding poverty", Milano, Franco Angeli, 1984.

Simmel G., "Les Pauvres", Paris, PUF, 1998.

Tocqueville, "Il Pauperismo", Roma, Edizioni Lavoro, 1998.

Vercauteren P., "Les sous-prolétaires : essai sur une forme de paupérisme contemporain", Bruxelles, EVO, 1970.

Articles

Actualquarto, "La nouvelle génération du social", Démocratie ou barbarie, volume 3, Tournai, 1996.

Cahier pour demain, "Spécial solidarité", n° 38, Bruxelles, août 1995.

Degenne A., et Lebeaux M.-O., "Qui aide qui, pour quoi ?", in L'année sociologique, Les réseaux sociaux, Paris, PUF, 1997, pp. 117-142.

Ferrand A., "La structure des systèmes de relations", in L'année sociologique, Les réseaux sociaux, Paris, PUF, 1997, pp. 37-54.

Forsé M., et Langlois S., "Présentation réseaux, structures et rationalité", in L'année sociologique, Les réseaux sociaux, Paris, PUF, 1997, pp. 27-35.

Rankin B., et Quane J., "Neighborhood poverty and the social isolation of inner-city African American families", in Social Forces, 79 (1), University of North-Carolina, sept. 2000, pp. 139-164.

Documents littéraires

"Rapport général sur la pauvreté", Fondation Roi Baudouin, 1994.

Documentaires audiovisuels

"Les enfants du Borinage : lettre à Henry Storck", Patrick Jean, Production : C.V.B. et R.T.B.F. Liège, 54 minutes, couleurs, 1997.

"Marchienne de vie", Richard Oliviers, Production : Olivier films, 58 minutes couleurs, 1995.

mon propos n'était pas de lister, de manière exhaustive, les raisons pour lesquelles des relations d'aide pouvaient voir le jour entre personnes défavorisées. En outre, j'aurai étudié les formes de ces aides nettement plus profondément que ce que je ne puis malheureusement présenter ici. Mon propos ne vise qu'à noter que les situations que connaissent les populations défavorisées, peuvent justement mener à l'échange d'aide, et *a fortiori* à des comportements de solidarité.

Loin de la stigmatisation attachée aux habitants du quartier de Marchienne-Docherie, et vis-à-vis de laquelle ils se rebellent, j'ai voulu démontrer que dans le cadre des mêmes situations socio-économiques, il était possible de percevoir la réalité différemment. Et que ce nouveau regard a, je l'espère, le pouvoir de nuancer une réalité négativiste. Lorsqu'il y a stigmatisation, et encore plus lorsque cette stigmatisation se lie à la pauvreté économique, un autre regard est opportun.

BORINAGE ET CINEMA : ZOOM ARRIERE SUR LES FILMS...

"MARCHIENNE DE VIE" : QUAND LA STIGMATISATION DEVIENT OUTRANCIÈRE

Tony de VUYST, La Médiathèque, Chef de service des collections thématiques, tony.de.vuyst@lamediatheque.be

Il fut un temps où Marchienne-au-Pont constituait le fleuron de la sidérurgie carolingienne : l'activité minière et métallurgique y étaient florissantes, on y trouvait facilement du travail, on invitait même des ouvriers étrangers à venir s'y installer, on les recevait avec considération... jusqu'au jour où cette belle machine huilée commença à montrer des signes de grippage. On connaît la suite : fermetures, paupérisation de la population locale, engrenage infernal qui, en quelques décennies, transformèrent cette ville en une véritable ville fantôme, hantée par la silhouette rouillée des derniers hauts fourneaux.

Pour les habitants, la descente aux enfers, qu'ils avaient déjà connue d'une certaine façon lors de la coulée continue, allait se précipiter. Les communautés immigrées locales, magrébine et turque principalement, allaient ressentir de plus en plus précisément le poids d'un racisme au

quotidien, exacerbé par la misère ambiante.

Tout cela, le cinéaste le filme avec une précision chirurgicale : longues séquences panoramiques, contre-plongées, science de la composition des séquences. Les images, le bruit, le silence ému du cimetière, percutent ; les témoignages des habitants belges nous présentent le racisme dans sa forme la plus forte : celle de la bêtise quotidienne, qui mêle tout, qui ne cherche pas à comprendre, qui est un exutoire à des vies vides de sens. Dans ce sens, la scène d'hommage à Sainte-Rita, sainte des causes impossibles et des cas désespérés (sic), est particulièrement significative.

Rien ici n'est présenté avec une lueur d'espoir, une lumière qui donnerait le signe d'une possibilité de résurrection : des édiles politiques "à l'écoute" des demandes de la population locale en plein exercice de démagogie, une

jeunesse désœuvrée qui tue le temps à considérer les rues de la banlieue comme un circuit pour voitures de course, et surtout un fatalisme dévastateur, générique, un manque de dynamisme et d'esprit d'entreprise généralisé, qui se concrétise dans les scènes filmées au café du coin, à la friterie, ou au buffet de la gare.

Là est bien le reproche principal que l'on pourrait faire au document : par son parti pris à témoigner d'une certaine réalité, il ne nous présente qu'une face de cette même réalité, grise, aveugle, terne. Il aurait été intéressant, et probablement plus équilibré, de la confronter avec des aspects plus positifs de cette même réalité, et notamment d'insister sur l'importance vitale des rapports sociaux et de la solidarité entre les membres appartenant à un même groupe.

Les pouvoirs locaux ne s'y étaient pas trompés, puisqu'à la sortie du film, en 1995, l'auteur reçut une lettre du bourgmestre de Charleroi lui reprochant justement cet aspect des choses... Mais écoutons le réalisateur nous relater cet épisode : "Imperméables à ce que je considérais comme une métaphore, allergiques à cette image somme toute poétique, les habitués

interlocuteurs sociaux, absents de mon film et frustrés de n'avoir pas eu le loisir de témoigner, se levèrent comme un seul homme, bourgmestre en tête, en l'occurrence à l'époque Monsieur Jean-Claude Van Cauwenberghe, devenu depuis ministre du Budget. Se faisant le porte-parole de la vindicte de tous les mécontents, il m'écrivit une lettre à entête de la Ville de Charleroi.

En voici un court extrait :

"[...] Vous pourriez avoir un peu plus de considération pour les 15.000 habitants de Marchienne-au-Pont qui n'ont pas tous l'impression d'habiter dans 'le trou du cul du monde' comme vous l'appellez. Méfions-nous des formules simplistes et manichéennes" (Alternative Libértaire 214, février 1999).

Alors, qu'en est-il réellement de l'amour des habitants pour leur région, évoqué dans le document à plusieurs reprises, de l'esprit qui lie, contre vents et marées, les communautés, de l'entraide entre les membres de ces communautés, canalisée souvent par les lieux de réunion, qu'ils soient religieux ou autres ? Autant d'aspects qui aident à vivre et qui permettent de garder un certain espoir, même s'il réside dans une ruelle aveugle, entre un viaduc et un terrain vague...

"MISÈRE AU BORINAGE BORINAGE"

En 1932, une grande grève éclatait dans le Borinage et la réaction patronale fut sans pitié. Un an plus tard, et dans des conditions très difficiles, Joris Ivens et Henri Storck filmèrent la misère des ouvriers à la suite des expulsions et des rétorsions dont les anciens grévistes furent les victimes. Une oeuvre témoin de son temps qui reste dans l'histoire du cinéma, et pas seulement du cinéma belge, comme un exemple accompli du film social. Un classique du film documentaire.

Note : Le film est suivi d'une interview d'Henri Storck réalisée par Christian Mesnil (30 min.). Tous les films d'Henri Storck sont disponibles au Fonds Henri Storck, à Bruxelles.

Intervenants

Henri Storck Réalisation-Intervenant, Joris Ivens Réalisation, "Education par l'Image Maison Prod., Christian Mesnil Journaliste.

A la médiathèque :

"MARCHIENNE DE VIE"

Réalisation Richard Olivier
Olivier Films, WIP, RTBF,
1994, 58'

Référence Médiathèque :
TJ5641

Mots clés

- Belgique
- condition de travail
- Hainaut
- travail
- mine de charbon
- ouvrier
- borinage

"MISÈRE AU BORINAGE BORINAGE"

Durée : 60', N/B. MEDIA,
1934.

Classement

Documentaires, TJ5991 (sauf indication contraire ; sous réserve de disponibilité).

Descripteurs, mots-clés

- Belgique
- condition de travail
- Hainaut
- histoire de Belgique
- travail
- mine de charbon
- ouvrier
- borinage
- Storck Henri
- * ICW
- * MC
- * MCR
- documentaire cinéma
- Ivens Joris
- * RD
- * autre cinéma

"LES ENFANTS DU BORINAGE - LETTRE À HENRI STORCK"

Durée : 54'. Centre vidéo de Bruxelles, 1999.

Classement

Documentaires, TJ3411 (sauf indication contraire).

Descripteurs, mots-clés

- enfant
- Hainaut
- histoire
- marginalité
- pauvreté
- économie
- famille
- sociologie
- quart-monde
- Région wallonne
- borinage
- Storck Henri
- * ICW
- * FATP
- * autre cinéma

"LES ENFANTS DU BORINAGE LETTRE À HENRI STORCK"

Une lettre-film à Henri Storck, comme un hommage, où le jeune réalisateur Patric Jean retourne sur les lieux de son enfance et sur les traces de Storck et d'Ivens lorsqu'ils tournèrent "Misère au Borinage", en 1933. Faux candide, il découvre dans les quartiers les plus pauvres qu'il y a bien un héritage de la misère et que, de génération en génération et de taudis en taudis, une frange entière de la population reste hors circuit, larguée par la société avec une brutalité qui rappelle celle de 1933. Privées d'éducation et d'instruction, les générations se suivent et perdent jusqu'à leur capacité de revendiquer. À force d'être méprisés, ces laissés-pour-compte se méprisent eux-mêmes et souffrent en silence dans une violence de tous les jours.

Note : Prix Spécial du jury des Rencontres audiovisuelles européennes, 2000.

Intervenants

Patric Jean Réalisation, Guy Maezelle Photographie, Jean-Jacques Quinet Prise de Son, Nathalie Delvoye Montage, C.V.B. Maison Prod, R.T.B.F. Liège Maison Prod, W.I.P. Maison Prod, Marianne OSTEАUX Producteur.

Où l'emprunter ?

En vidéo : à Bruxelles-Passage 44 (classement "l'Autre cinéma"), à Liège, à Charleroi (classement Docudepot), à Mons, au Discobus n° 1, au Discobus n° 3. Autres médiathèques uniquement : demander l'envoi à votre nom.

L'Unité d'Anthropologie et de Sociologie de l'Université de Louvain-la-Neuve (ANSO), l'Association des Services de Psychiatrie et de Santé Mentale (APSY), le Service de Santé Mentale "Le Méridien" et l'Institut Universitaire de Formation Continue (IUFC) organisent un **Certificat universitaire** :

"Santé mentale en contexte social - Multiculturalité et précarité"

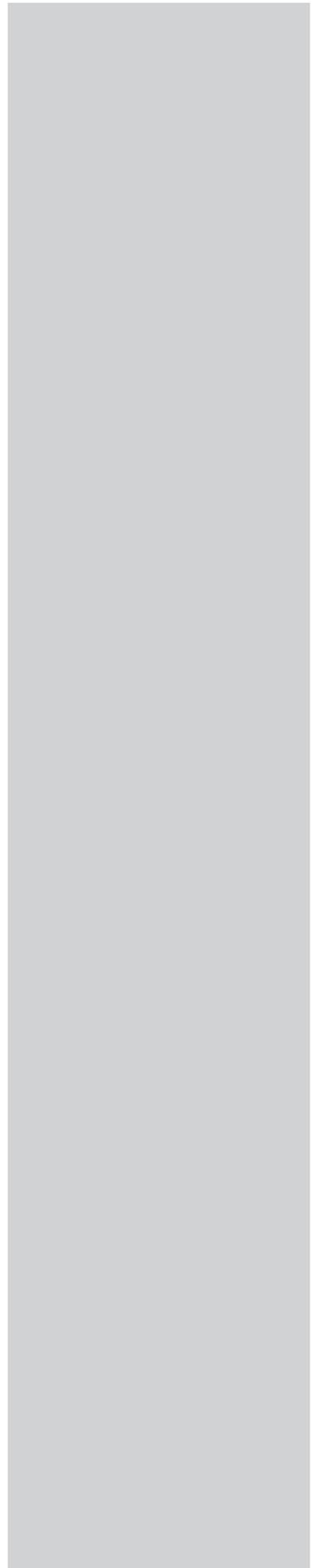
Cette formation participative et transdisciplinaire, en groupe restreint, adaptée à la formation d'adultes, s'adresse à des professionnels de la santé, de l'aide sociale, de l'aide à la jeunesse, de l'éducation, du logement social, du monde judiciaire, de l'administration et des collectivités locales, confrontés à des situations d'interculturalité, de précarité, d'exil, de stigmatisation et d'exclusion sociale.

Equipe enseignante : E. Armanet (Le Méridien), D. Bastien (UCL/PSP/SSM Chapelle-aux-Champs), J.L. Brackelaire (UCL/PSP), Ch. Burquel (Le Méridien), J. De Munck (UCL/ANSO), A. Franssen (FUSL), P. Jamouille (UCL/ANSO/Méridien), P.-J. Laurent (UCL/ANSO), J. Mazzocchetti (UCL/ANSO), J.-C. Metraux (Lausanne/Méridien), L. Nshimirimana (Le Méridien), X. Renders (UCL/PSP), M. Singleton (UCL/ANSO), M. Verhoeven (UCL/ANSO).

Modalités pratiques : le certificat débute le 13 janvier 2006 et s'achève le 15 décembre 2006. Les 72 heures du programme sont réparties en 24 séances de 3h, le vendredi après-midi de 14h à 17h, au SSM "Le Méridien", 68 rue du Méridien, à 1210 Bruxelles.

Le certificat équivaut à 10 crédits européens, valorisables à l'échelle européenne lors de la poursuite d'une autre formation universitaire.

Les candidatures peuvent être envoyées par courrier à Mme P. Jamouille, "Le Méridien", 68 rue du Méridien, 1210 Bruxelles, tél. : 0484598644, courriel : jamouille@anso.ucl.ac.be



PÈRES ET FILS FACE AUX CONDUITES À RISQUE

EVOLUTION DES RELATIONS FAMILIALES EN MILIEUX POPULAIRES

Pascale JAMOULLE¹

Cet article interroge le lien entre les conduites à risque et les transformations de la masculinité et de la paternité dans les mondes populaires. Pendant trois années, j'ai enquêté sur ces questions auprès de jeunes gens et de pères vivant dans d'anciens quartiers miniers du bassin transfrontalier (Hainaut belge/nord de la France).² J'ai cherché à appréhender, à partir de leurs expériences et de leurs vécus, comment les gestuelles de risques s'incorporent aux constructions des identités masculines et s'annexent à la paternité. Dans mes sites d'enquête, hommes et pères sont marqués par les transformations des contextes de vie et l'évolution des lieux de socialisation de la jeunesse. Leurs conduites à risques sont souvent co-produites par différentes scènes sociales : la fragilisation du rapport au travail dans l'ancien monde ouvrier, certaines politiques de logement social, la culture des cités stigmatisées et les tensions de genre exacerbées qu'elle produit, l'évolution des relations familiales dans les milieux populaires et les trajectoires dans la grande précarité.

Le terrain de l'ethnologue

L'ethnologue localise ses problématiques dans des lieux clés, où elles ont une lisibilité particulière, pour en dégager l'historique, les contextes, les significations que lui donnent les acteurs et les interconnexions avec les autres domaines de la vie sociale. Cette approche lui permet de travailler en profondeur. En allant au plus loin dans le local, il espère atteindre l'universel. Cette recherche auprès de jeunes gens et de pères est menée depuis un an et demi dans trois anciennes cités ouvrières, reconverties en complexes de logements sociaux, que nous

appellerons les Mimosas, les Amazones et la cité du Phare.³ Les familles monoparentales étant prioritaires pour l'octroi des logements sociaux, les hommes adultes disparaissent progressivement des parcs.⁴ Aux Mimosas, les mères seules avec enfants ont d'abord été logées dans les immeubles construits dans les années 50, pour les veuves des mineurs de fond, ensuite elles ont occupé les hauts blocs, prévus, à l'origine, pour les travailleurs. Aux Amazones, il reste environ deux pères d'adolescents par bloc de 72 appartements. Au Phare, beaucoup de mères demandent des logements dans les "clos turcs" car au moins, là, il reste plus d'hommes dans les familles.

Note de l'auteur : cet article a été publié dans l'ouvrage dirigé par Michel JOUBERT, "Ville et toxicomanies. De la connaissance à la prévention", Eres, 2005, pp. 55 à 73.

1. Docteur en anthropologie au Centre de Santé Mentale du CPAS de Charleroi et Laboratoire d'Anthropologie prospective de l'Unité d'anthropologie et de sociologie de l'Université de Louvain-la-Neuve en Belgique. Jamouille@anso.ucl.ac.be.

2. Supervisée par le LAAP (Laboratoire d'Anthropologie

Prospective de l'Université de Louvain-la-Neuve), elle est réalisée dans le cadre du Centre de santé mentale du CPAS de Charleroi et soutenue par le programme Interreg de la Commission européenne, la Communauté française de Belgique, la Région wallonne et le CPAS de Charleroi.

3. Afin de préserver l'anonymat des lieux et des personnes, les noms propres utilisés sont des pseudonymes.

4. Les statistiques de l'INSE donnent la mesure de l'augmentation importante des familles monoparentales en Belgique. En décembre 2004, elles représentaient 12.7 % de l'ensemble des ménages (soit 558.242 personnes), contre 9,1 % en 2001. En treize ans, elles ont donc augmenté de 30 %. 3,4 % des ménages sont des pères seuls avec enfants (n = 149.117) contre 9,3 % de mères seules avec enfants (n = 409.065).

5. Les cagnotteurs sont tenus de mettre dans la cagnotte une somme minimum par semaine (2,5 euros) sous peine de devoir verser une amende équivalente à la collectivité.

6. Les travaux de Tom Decorte montrent que la prohibition entrave la "socialisation" des drogues, la transmission dans les lieux d'éducation d'une culture du bon usage. Quand la drogue est interdite, elle est taboue, sa consommation est cachée. Ni la famille ni l'école, ni la société dans son ensemble n'offrent de modèles ou d'exemples d'usages contrôlés. Une politique de prohibition limite les possibilités d'apprendre à bien consommer des drogues

J'ai également enquêté dans une "cagnotte", un cercle d'épargne collectif qui réunit environ 80 cagnotteurs dont la moitié environ sont des pères issus de l'immigration. Les cagnottes sont une forme d'épargne, hebdomadaire et contrainte⁵, qui réunit toutes les fins de semaine les participants au café, où la tirelire commune, la cagnotte, est installée. Chacun reste propriétaire de son capital, mais la somme globale déposée sur un compte commun produit des intérêts. Ils permettent d'organiser des repas de fête entre cagnotteurs. Leur épargne leur est remise pour les fêtes de fin d'année. Les cagnottes s'inscrivent dans la tradition ouvrière, même si actuellement les cagnotteurs sont, pour la plupart, des personnes exclues du marché du travail licite. Cagnotter est une pratique économique et sociale qui permet d'entrer dans "une famille élargie" et d'étendre son réseau d'entraide et de solidarité.

Pour comprendre la situation des pères dans la grande précarité, j'ai ensuite exploré le "Toxland" d'une grande ville de la région. Le *Toxland*, désigne l'espace de circulation d'un groupe de "tox de rue". Ce groupe, ouvert et mouvant, circule à heures régulières entre les structures à bas seuil, une zone de micro-business de rue ("le coin à biz"), les restaurants sociaux, les lieux d'échange de seringues, les abris de nuit ou les garnis des environs. Plus de la moitié sont parents.

Par un lent processus d'imprégnation et grâce à des sources variées (observations, conversations informelles, entretiens, récits de vie), j'ai cherché à recomposer les réalités quotidiennes et les parcours des jeunes et des pères aux prises avec des conduites à risques. Sur mes sites d'enquête, j'ai longuement enquêté en population générale, engageant des relations dans les cafés, les maisons de quartier, les restaurants du cœur ou en accompagnant les

travailleurs de rue.

Ce type d'enquête est riche sur le plan humain. Les ethnologues sont des professionnels de la proximité, leurs méthodes d'observation participante et de récit de vie relèvent d'une forme de clinique sociale. Elles permettent au chercheur de s'approcher du regard que ses interlocuteurs portent sur le monde. Elles dévoilent les constructions identitaires et les situent dans l'espace social. Elles font émerger le savoir issu de l'expérience et l'histoire des mentalités des groupes et des individus. Le récit de vie proposé par le chercheur permettent parfois aux narrateurs de s'expliquer avec soi-même et avec les autres, de réduire les tensions existentielles entre l'identité assignée et désirée, la vie "réelle" et la vie "rêvée".

La notion de conduites à risque

Il s'agit surtout d'une notion opérationnelle, d'une porte d'entrée ethnographique intéressante pour réfléchir au rapport aux risques et à l'intervention sociale.

La prise de risque a un versant valorisant et positif. Sans elle, pas de devenir humain ; celui qui ne prend pas de risque, ne vit pas, se replie et s'enclave dans une attitude défensive et peu créative par rapport à l'existence. Aussi dans la pratique de l'enquête, la notion de "conduites à risque" permet de rentrer en dialogue avec un champ d'interlocuteurs bien plus large que les enquêtes ciblées sur la déviance, parce qu'elle n'étiquette pas les jeunes ou les familles.

La notion de "conduites à risque" ne marque pas nettement le passage de la mesure à la démesure. Le terme laisse un flou sur la question du "trop extrême" ou de "l'exagéré". S'il existe un "trop", un usage abusif du risque, il n'est pas fermé, estampillé, par le concept même de conduites à risque, il

n'en est qu'un des versants. Les conduites à risque sont un champ de recherche heuristique, qui donne accès aux perspectives des acteurs sur les risques, à leurs jugements sur leurs pratiques. Il permet d'observer comment les prises de risque sont "socialisées". Dans la vie des individus et des groupes, le sentiment de "trop de prises de risque" est fait d'ajustements successifs, de dérapages et de régulations d'efficacités relatives. La notion du "trop" permet de comprendre les "lignes de conduites" locales, les processus de modération et de dérégulation, les risques qui se prennent et ceux qui ne se prennent pas dans un monde social donné.

Dans le champ des pratiques professionnelles, rassembler sous un même terme générique différents comportements à risque, et leurs passages vers l'extrême, permet d'avancer l'hypothèse d'une compétence transposable : si un professionnel se sent compétent pour l'un ou l'autre dérapage, il peut peut-être aussi avoir développé des compétences pour d'autres. Parler de "conduites à risque" valide les approches généralistes, déstigmatise les personnes, déforce les craintes des professionnels de l'aide, leurs sentiments de valence différentielle entre les comportements extrêmes. Elle permet par exemple d'interroger le bien fondé des renvois systématiques des jeunes qui ont des usages de drogues vers le réseau spécialisé des prises en charge.

Hormis le champ des drogues illicites où la culture nord occidentale, prohibitionniste et éradicatrice, laisse la jeunesse gérer en secret ses expériences clandestines, la plupart des prises de risques sont normées par les codes sociaux et des rituels.⁶ Des taux de risques admis et non admis socialement sont formalisés dans des lois formelles et informelles. La communauté possède un arsenal de sanctions positives et

négatives pour aider ses membres à réguler ses plaisirs et ses prises de risque. Le terme de "conduites à risque" renvoie aux pratiques de réduction des risques adoptées par les individus et les groupes. Il ouvre la discussion sur le juste calcul des risques pris dans un contexte donné. Il donne tout son sens aux nouveaux dispositifs de réduction des risques, pourtant régulièrement contestés par une certaine presse ou des prises de position politiques populistes.

Dans le champ du droit, certaines prises de risques sont pénalisées d'autre pas. Certaines sont de ce fait plus diabolisées que d'autres. Ainsi dans le domaine de la prise de drogues, les régulations informelles des individus ou des groupes peuvent être entravées par la criminalisation de l'usage et introduire dans la vie des gens des précarisations supplémentaires (instrumentalisation des usagers par les forces de l'ordre, affaires judiciaires en cours, expériences d'incarcération, lourdes amendes, casiers judiciaires...). Utiliser la notion globalisée de "conduites à risque" permet d'interroger le bien fondé du traitement pénal fondamentalement inégalitaire des prises de risque de la jeunesse.⁷

Les ethnographies de la marge ré-interrogent la notion de "conduite à risque". Elle s'est affirmée dans les années 90 avec les travaux de David Le Breton : *"L'expression 'conduites à risque' appliquée aux jeunes générations, s'impose pour désigner une série de conduites disparates dont le trait commun consiste dans l'exposition de soi à une probabilité non négligeable de se blesser et de mourir, de léser son avenir personnel ou de mettre sa santé en péril"*.⁸ Il montre que, dans les sociétés nord occidentales, l'ampleur que prennent ces comportements est saisissante. Il les interprète principalement comme des rituels ordaliques par lesquels l'adolescent met à l'épreuve sa capacité à regarder la mort en face sans faiblir. En réussissant cette épreuve, il se met

illégales. La transmission des normes est freinée. Seuls les groupes de pairs transmettent, dans le secret, les règles informelles de consommation. Tom Decorte, "Drogues et self control : l'impact d'une politique répressive formelle sur les processus spontanés d'autorégulation", in *Usage pénal des drogues*, sous dir. Dan Kaminski (2003 : 278 à 297).

7. Dans son article "Loi pénale, usages de drogues et politiques", Yves Cartuyvels observe que la loi pénale a longtemps été convoquée au titre de gardienne de la loi symbolique. Elle offrait "un traitement moral" à la jeunesse, en s'érigeant en rempart contre la peur sociale "d'un monde privé, sans limite, qui détruit l'individu en tant qu'être social", incarné par la figure du "toxicomane". "Pourquoi alors ne pas tenir le même raisonnement au sujet d'autres pratiques mortifères", telles que l'abus d'alcool ou les tentatives de suicide", se demande l'auteur? Dan Kaminski (sous dir.), "Usage pénal des drogues", (2003:44).

8. LE BRETON D., "Conduites à risques. Des jeux de mort au jeu de vivre", Paris, Quadrige/PUF, 2002.

9. "L'instant de survivre est un instant de puissance, où l'échange symbolique avec la mort ajoute à l'exaltation d'être encore en vie". LE BRETON D., "Passions du risque" (1991).

10. Citons notamment Marc Valleur : "Le fantasme ordalique sous-tendant ces conduites serait le fait de s'en

remettre à l'Autre, au hasard, au destin, à la chance, pour le maîtriser ou en être l'élu, et, par sa survie, prouver tout son droit à la vie, sinon son caractère exceptionnel, peut-être son immortalité". VALLEUR Marc, "L'Ordalie. Au risque du hasard" (2001 : 18-24).

11. Selon eux, les conduites à risques et les addictions sont intrinsèquement liées. Marc Valleur parle de dépendance à des conduites ouvertement et immédiatement risquées (les tentatives de suicide répétées et non par exemple le tabagisme)(op. Cit).

12. La bibliographie les précisera.

13. BEAUD Stéphane, Pialoux Michel, "Violences urbaines, violences sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses" (2003).

14. Voir à ce sujet "Cocaine kids" de Terry Williams (1989) et surtout l'ouvrage de Philippe Bourgois "En quête de respect" (1995 et 2001 pour la traduction française).

15. LAURENT P.-J., "Le big man. Entre ville et campagne, le big man local ou la gestion coup d'état de l'espace public". Politique africaine, n° 80, p. 169 à 182.

16. Capacité à rebondir, à développer d'autres compétences, à chercher d'autres ressources. Boris CYRULNIK, "Un merveilleux malheur" (1999) et "Le vilain petit canard" (2001).

17. Christian Bachmann et Nicole Le Guennec relatent les mêmes mécanismes de

symboliquement au monde : il a questionné son destin et il a survécu.⁹ L'échec de la symbolisation de cette épreuve serait à l'origine de sa répétition, parfois doublée d'une escalade dans la prise de risques. Les conduites d'ordalie à l'échelle individuelle seraient en relation homologique avec celles qui caractérisent les sociétés contemporaines, elles-mêmes ordaliques, puisqu'elles portent en germe la possibilité d'une destruction radicale de l'homme.

Dans la lignée de Le Breton, de nombreux auteurs interprètent les conduites à risque comme des comportements existentiels, profondément solitaires, enracinés dans le modèle culturel postmoderne, répétés compulsivement par des sujets qui cherchent à se défaire de leurs souffrances personnelles.¹⁰ Ils ont le mérite d'avoir mis en relation différentes mises en jeu du corps qui produisent des sensations et du vertige, comme la conduite dangereuse à grande vitesse, l'abus de psychotropes, les violences physiques, l'anorexie-boulimie, l'automutilation...¹¹ Par contre, leurs interprétations restent parcellaires, enracinées dans une sociologie des classes moyennes. Elles tendent à généraliser des observations faites principalement auprès de groupes sociaux très intégrés socialement.

Tout en constatant les versants traumatiques et/ou transgénérationnels de certaines prises de risques extrêmes, de nombreux ethnographes travaillant aux marges de grandes villes du monde mettent en question la surdétermination des lectures psychologiques. Je pense aux travaux de Jean-François Werner à Dakar, Terry Williams et Philippe Bourgois à New York, Loïc Wacquant à Chicago, Véronica Zubillaga à Caracas ou Patricia Bouhnik dans la banlieue parisienne.¹² Mes propres enquêtes de terrain dans les zones de précarité de l'ancien

monde ouvrier du Hainaut belge montrent que l'ordalie n'est qu'une des fonctions des prises de risque extrêmes. La focalisation sur l'instabilité psychologique du preneur de risque apparaît comme largement dépassée par la dimension collective de ces comportements. Pour les comprendre, les déterminants économiques et sociaux sont essentiels.

Précarisation du rapport au travail. De la mine à la sidérurgie à l'économie souterraine

Pendant l'époque industrielle, l'ancien bassin minier transfrontalier fut un des fleurons des luttes ouvrières. La restructuration de la sidérurgie et des constructions métalliques a commencé dans les années 80 alors que les derniers charbonnages avaient fermé. Elle a fragilisé la population non qualifiée (baisse drastique de la probabilité d'emploi, désagrégation des réseaux sociaux autour du travail). Parallèlement, à partir des années 90, les pratiques économiques souterraines se diversifiaient et s'implantaient dans le tissu social.

Sur mes sites d'enquête, l'effondrement du salariat minier puis sidérurgique, et la "reféodalisation du monde du travail" à travers la généralisation de l'emploi intérimaire en entreprise¹³, est vécu sur le mode du traumatisme collectif chez un certain nombre de familles ouvrières. Le travail usinier, la solidarité ouvrière et les luttes syndicales se sont en partie déconstruites. Pour les pères, comme pour les fils, le problème est d'abord de trouver, puis de garder, un emploi digne. Ils se sentent impuissants, en bas de l'asymétrie sociale, obligés de se soumettre à des rapports sociaux de travail qui leur sont totalement défavorables et qui désolidarisent les travailleurs. Les parents migrants et leurs enfants sont particulièrement

touchés. Des pères ont l'impression de ne plus pouvoir faire entrer durablement leurs enfants dans le monde ouvrier. Ils ne peuvent plus leur transmettre une part importante de leurs savoirs techniques et sociaux. Aussi une frange importante des habitants des anciennes cités ouvrières, reconverties en cité sociale, vivent repliés, dans la peur et la colère vis-à-vis de l'extérieur.

Les récits des pères et des grands-pères montrent que l'exposition aux risques corporels s'inscrit dans une tradition minière et sidérurgique, où la maîtrise de la peur, la vaillance et la combativité faisait partie de l'éducation virile. Mineurs et sidérurgistes étaient considérés comme les "costauds" du monde ouvrier, comme les dealers sont quelquefois considérés comme les "rois des quartiers". L'ancienne et la jeune génération prennent des risques et prouvent dans l'action qu'ils se défient de la peur ; ce faisant, ils montrent aux pairs leur valeur. De nombreux jeunes de cette génération construisent les bases de leur identité virile en "faisant leurs preuves" et en prenant des risques dans les réseaux clandestins. Ils veulent "commencer petit" puis gravir les échelons de l'économie souterraine parce qu'elle est, pour eux, la seule économie réelle. Sur le plan individuel, ce type d'insertion socio-professionnelle produit souvent, dans un premier temps, de l'estime de soi, puisqu'elle donne à des jeunes qui vivent des relations familiales difficiles une place dans un groupe où ils peuvent prouver leur valeur. Elle est aussi une forme de résistance, un antidote contre la honte et le stigmate social. Faire du business, c'est travailler dur pour retrouver de l'honneur et être respecté. C'est avoir accès à la sexualité et à la considération de partenaires potentielles. C'est un marche-pied pour survivre dans un monde plus vaste que la place honteuse,

l'impasse sociale assignées au départ.¹⁴

Ces jeunes sont pris dans un processus d'apprentissage qui les endurent. Si l'économie de la rue leur offre de nombreuses activités de type "petites commissions, maxi risques", elle laisse libre cours aux rapports de force du marché, excluant sans vergogne ceux qui ne maîtrisent plus leurs prises de risque. Sur le plan collectif, l'économie souterraine produit souvent une gestion violente des rapports sociaux où les positions s'acquièrent en manipulant ou en humiliant autrui, où la concurrence exacerbe l'animosité et où les plus faibles ne sont pas protégés. La solidarité, les logiques d'entraide et la protection du groupe à la base des régulations au sein du monde ouvrier ont ici en grande partie disparus. Les logiques d'accumulation à tout prix et de rivalité sont de plus en plus dures dans les business illégaux.

Beaucoup de jeunes se bricolent des places instables dans la société en cumulant les systèmes d'accès aux ressources (entourage familial, allocations sociales, petits boulots, microtrafics souterrains). La participation à l'économie souterraine inscrit un système normatif "décalé" qui co-existe le plus souvent avec d'autres. Des codes sociaux multiples, parfois contradictoires, fondent la vie sociale dans le quartier, dans la famille et à l'école. Ils s'incorporent par bribes chaotiques.

Les sources d'autorité partielles et affaiblies ne semblent plus capables de fonder l'unité des personnes et de leur code moral.¹⁵ Les logiques d'action opportunistes et la mobilisation éclectique de plusieurs systèmes de références moraux rendent les conduites imprévisibles et fragilisent les relations des populations. Le monde ouvrier avait "une ligne de conduite", la génération de précaire en a beaucoup plus.

discrédit de l'Etat et de ses représentants dans les banlieues françaises. Voir leur ouvrage "Violences urbaines", 2002 (1996).

18. HUBERT Pierre-Olivier, "Ce que les incivilités ne comprennent pas... Déconstruction d'un concept et de ses implications...", in ouvrage collectif "Réponses à l'insécurité. Des discours aux pratiques" (2000: 245 à 264).

19. Une culture adaptative à l'exclusion et la ségrégation sociale que David Lepoutre appelle "la culture des rues". Il décrit finement une sous-culture spécifique de classe d'âge qui se déploie, à l'abri du regard adulte, dans les réseaux de sociabilités des grands ensembles et par un processus de diffusion culturelle. Sa conception n'est pas culturaliste, la culture des rues qu'il décrit est une réponse à des circonstances économiques désastreuses pour le monde populaire et à la ségrégation sociale et spatiale. Pour lui, les formes de sociabilité et les productions culturelles de la culture des rues sont des stratégies de contournement du stigmate qui marque les banlieues. Voir son ouvrage "Cœur de banlieue, Codes, rites et langages" (1997).

20. Olivier SCHWARTZ, "Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord" (1990).

21. Pascale JAMOULLE, "La débrouille des familles. Récits de vies traversés par les drogues et les conduites à risques" (2002).

22. Pour Jean-Claude Kaufmann, la quête identitaire,

dans laquelle l'invention de la paternité prend place, est intrinsèquement liée à la modernité. Le travail identitaire est le mouvement existentiel par lequel l'individu cherche à devenir le sujet de sa propre histoire, "reformulant toujours d'avantage la substance sociale qui le constitue", pour donner du sens à sa vie et s'adapter à son monde social. Le bricolage identitaire est le produit des décalages entre les attendus de la socialisation et les aspirations à être reconnu en situation. Le besoin de reconnaissance et d'estime de soi mobilise l'individu contemporain et le met en mouvement. Voir à ce sujet, son ouvrage : "L'invention de soi, une théorie de l'identité" (2004).

23. La parenté sociale d'un individu est une "parenté pratique", utile, élective, qui peut suppléer sa parenté biologique ou l'élargir. Les parents sociaux sont des "quasi-parents" parce qu'ils ont, envers ego, des conduites sociales de responsabilité, de protection, d'affection, d'aide matérielle qui les désignent comme tels. La parenté sociale comprend l'ensemble des relations qui comptent pour ego, sa parenté de cœur, symbolique ou spirituelle. Elle est faite de relations électives qui relèvent d'une entente privilégiée. Il peut la mobiliser pour répondre aux besoins ordinaires de son existence. Ainsi, l'entourage, les proches, les professionnels peuvent être amenés à participer à la parenté sociale d'un enfant en exerçant, partiellement ou totalement, à son égard telle ou telle fonction de la parentalité (biologique, nourricière, affective, éducative, légale,

Urbanisme "social". Politique de la honte et infra-hiérarchies à la marge

La transformation des cités ouvrières en cités sociales a créé les conditions d'une violence structurelle imposée aux habitants. Des mécanismes sociaux de ségrégations/agrégation par le logement ont concentré les familles les plus précaires dans des quartiers à la réputation souvent stigmatisante. Les critères d'accès au logement social renforcent la féminisation et la précarisation des zones ghettos.

Certaines politiques d'affectation de logements répertorient, classent, désignent et enclavent les populations les plus en difficultés. La partition socio-historique des anciennes cités ouvrières en zones réservées aux retraités, aux femmes seules avec enfants, aux familles, aux couples et aux travailleurs isolés s'est poursuivie par de nouveaux sous-classements lorsque l'emploi non qualifié, s'est raréfié. Se sont créés des sous-zones particulièrement marquées, des lieux où logent "les plus inadaptés", "la racaille", dit-on dans mes sites d'enquête. Ces désignations supplémentaires ont isolé les plus précaires, ébranlé les liens entre générations et les échanges entre familles de conditions différentes. Des parents se sentent socialement déçus, des enfants ont honte d'avoir honte du lieu de résidence de leurs parents.

Les politiques de logement ont construit la révolte et l'intériorisation précoce d'un sentiment d'invalidation sociale de pans entiers de populations adolescentes. Ce terrain est miné. Les tris et mécanismes de ségrégation spatiale créent les conditions de traumatismes sociaux. Des jeunes "de cité" se bricolent des processus résilients¹⁶, d'autres rentrent dans des processus de victimisation, et ne cessent de rencontrer des bourreaux, d'autres encore s'identifient à l'agresseur. Ils

se regroupent et s'associent, inversent le stigmate en se construisant des réputations de "noyaux durs" prêts à faire payer "ceux qui ont la facilité au départ". Ils cherchent à imposer leurs lois privées sur leur territoire. Ils légitiment la récupération par force d'une meilleure condition sociale. Ils veulent "s'en sortir" par tous les moyens. Ségrégation et disqualification sociale alimentent la colère des populations envers "le système" et ses institutions. Pourquoi les précaires participeraient-ils à l'Etat de droit s'il se montre impuissant à mettre en place une politique qui œuvre pour le bien commun? Dans les conversations ordinaires, les familles décrivent l'Etat comme une instance injuste, corrompue et discréditée. Une "hostilité de proximité"¹⁷ se cristallise sur les représentants institutionnels les plus proches : les concierges, les responsables locatifs, les assistants sociaux, les enseignants et équipes éducatives... Surgissent des mécanismes sociaux de violences et d'incivilités réciproques¹⁸, où les institutions et les résidents voient leurs situations respectives se dégrader et se stigmatiser mutuellement. Ces populations perdent alors les restes de confiance dans l'Etat de droit et les institutions. L'Etat et ses représentants (du policier au chauffeur de bus) deviennent alors les premiers ennemis.

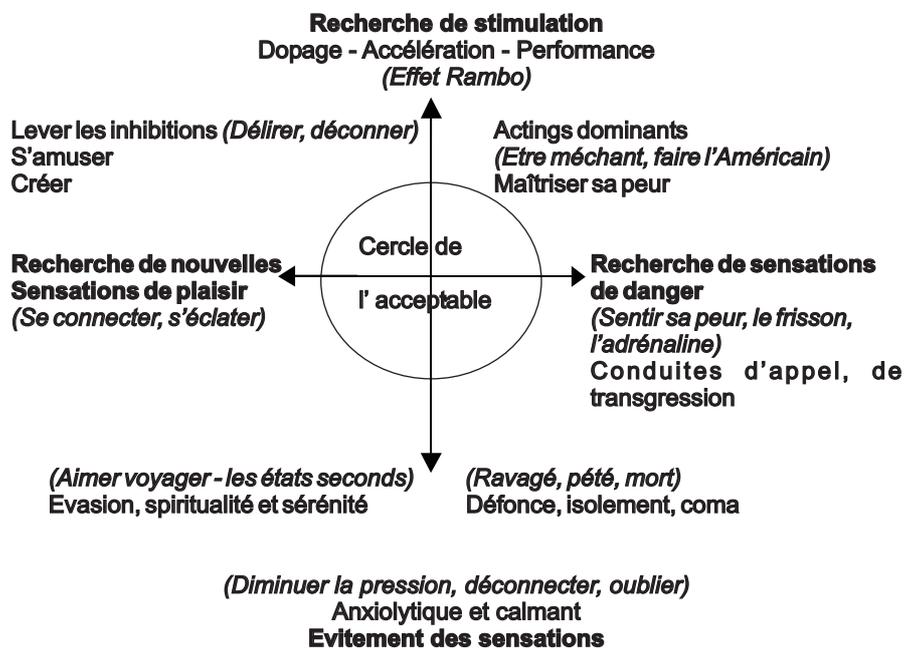
Au féminin et au masculin, la culture des rues¹⁹

La violence des dispositifs de sélection/élimination du système scolaire et du marché de l'emploi a gravement précarisé les possibilités d'insertion des jeunes peu qualifiés. La jeunesse qui occupe l'espace public des quartiers "difficiles" et sort sans diplôme ni qualification du système scolaire, vit des tensions particulières. Des adolescents qui grandissent au bas

des tours, restent fixés sur leur quartier et ne quittent pas leur famille. Malgré les allures de "petits caïds" que certains adoptent, beaucoup sont "dans les jupes", très accrochés à leur mère, peu en contact avec des modèles identificatoires masculins structurants. Dans de nombreux foyers, on leur a donné la place du "petit homme de la maison" quand le père a disparu du décor. Le groupe de pairs inscrit les plus jeunes dans la culture de la rue et la vie sociale du business. Des petits frères rêvent de "gagner leur vie" et de "se faire un nom" à "l'école de la rue". Dans les relations de business, les zones de confiance s'amenuisent, c'est la violence que chacun peut mobiliser qui assure temporairement les positions. C'est là que ces gestuelles de risques peuvent s'intégrer dans leur vie sociale. Elles deviennent des épreuves permettant de vivre en rue. Ces jeunes s'exposent au danger, pour en revenir avec un capital de réputation. Ils veulent vivre une expérience forte et se construire une position dominante dans la hiérarchie du groupe. L'escalade de conduites à risque leur permet de s'imposer. Ils sont tenus de montrer qu'ils n'ont peur de rien ni de personne, qu'ils sont des "perpets", des "sans limites".

Dans les styles de vie et les codes sociaux de la rue, l'exposition au danger et l'utilisation de psychotropes ont des fonctions plurielles. Sur la ligne expérientielle, elles permettent, d'un côté, d'explorer les sensations de danger ("sentir sa peur") et de l'autre, de découvrir de nouveaux plaisirs sensoriels ("s'éclater", "se connecter"). Sur la ligne croisée de l'intensité des sensations, certains tentent d'augmenter leurs performances ("effet Rambo"), tandis que d'autres, à l'autre bout, cherchent la sédation ("diminuer la pression, déconnecter, oublier"). Entre les lignes et en nuances, selon les personnalités, les moments et les humeurs, les prises de risques et mises

en vertige du corps ont de nombreuses fonctions intermédiaires dont le schéma ci-dessous ne trace que les plus classiques.



Pour se soutenir et dominer leurs peurs, certains choisissent des produits qui les "boostent" pour pouvoir pendre des positions dominantes face aux autres. A l'opposé, d'autres recherchent des effets à la fois euphoriques et apaisants ("voyager", vivre des "états seconds"). Quelques-uns veulent des sensations de "défonce" pour provoquer les adultes et anesthésier leurs affects. Ils ont besoin d'être "ravagés, pétés, morts", en transgression et déconnectés. A l'inverse, la plupart ont des usages plaisants, ils prennent des psychotropes qui les stimulent et leur font plaisir, pour "bien déliérer" avec les copains.

Au masculin, la culture de la rue est une culture de la maîtrise des risques et de l'équilibre. La réduction des risques a du sens dans ce monde. Les mises en danger compulsives tendent à détruire la réputation du jeune, aussi sont-ils nombreux à rester dans le cercle du risque acceptable. Ils modèrent leurs prises de risques, maîtrisent les rapports sociaux de la rue ou

sociale, d'autorité, d'interdit fondamental...) ou en diversifiant ses points d'appui. Voir à ce sujet les réflexions de Maurice Godelier (2004 : 243, 568, 571) et de Michel Agier (1999 : 113 et 123).

24. Voir à ce sujet le chapitre "vécu traumatique" de l'ouvrage "Drogues de rue" (Pascale Jamoulle, 2000 : 35 à 47).

25. Voir "Les naufragés" de Patrick Declerck (2001).

26. Colin TURNBULL, "Un peuple de fauves" (1973). Les Iks, exclus de leur territoire de chasse par la création d'un parc national, sont en train de mourir de faim sur le flanc aride de la chaîne de montagne qui sépare l'Ouganda du Kenya. Colin Turnbull assiste à leur mort lente. Les derniers qui meurent ont réussi à survivre

en se protégeant de leurs voisins, en cessant de nourrir leurs enfants, en n'engageant que des amitiés tactiques et temporaires, en évinçant les vieux, en ne partageant plus leur nourriture, en n'aimant plus personne.

27. Selon lui, de multiples frontières traversent aujourd'hui le monde urbain et le divisent en trois paradigmes : "La ville nue (soit l'extrême dénuement de la biopolitique, sans autre recours qu'humanitaire, c'est-à-dire le seul fait de pouvoir survivre biologiquement) ; la ville générique (privilegiée, mimétique, reproduisant sur toute la planète les mêmes modèles de circulation, communication et consommation, surinformée, surprotégée, sans histoire et sans identité) ; entre les deux, le paradigme du ban-lieu (une zone d'ambivalence entre vie et mort, d'ambiguïté entre échec et réussite, d'inachèvement et de précarité des destins" (Michel Agier, 1998).

28. Michel Agier (2002 : 60, 61 et 120).

29. Voir à ce sujet l'ouvrage de Paul Ricoeur, "La mémoire, l'histoire, l'oubli" (2000). Il montre que les victimes peuvent se poser la question du pardon et sortir de la culpabilité lorsqu'elles effectuent un travail de mémoire et de témoignage qui leur permette d'imputer les fautes commises à leur égard. L'imputation de la faute, l'aveu et le pardon pacifieraient les rapports sociaux.

développent des stratégies d'évitement qui fonctionnent (ils "passent entre les gouttes"). Pour eux, il s'agit rarement de se construire à long terme un destin dans la marginalité mais bien de "faire la thune", d'acquérir des compétences sociales et commerciales pour se réintroduire plus tard dans "les business légaux".

Une part importante de ces jeunes devient père et "se légalise" après "ses conneries". D'une part parce que, dans la région, les frontières entre l'économie légale et souterraine sont de plus en plus perméables. L'extension du secteur informel diversifie les possibilités de "légalisation". D'autre part, l'accès à emploi requiert de plus en plus de qualités relationnelles et communicationnelles. Dans l'économie de la rue, on accumule un réseau social, des ressources et des compétences. L'instinct, l'épate, la tchatte et l'expérience des réseaux d'alliances complexes peuvent s'avérer précieux dans le monde du travail. Aussi des jeunes pères, "bandes au départ", observent-ils qu'environ trois de leurs "anciens potes" sur quatre se sont "réintroduits", d'une manière ou d'une autre, dans la vie légale (même s'ils continuent à acheter de temps en temps dans l'économie de la rue, ou même gardent "une petite spécialité" dans un secteur "pour les extras"). Seule une frange restreinte de cette jeunesse ne trouve pas ses limites et s'inscrit à long terme dans des parcours de précarisation.

Tensions de genre

Dans le monde des adolescents, la construction sociale de la masculinité passe souvent par la mise en jeu de sa force virile et de sa violence. Les jeunes en apprentissage dans les business de rue sexualisent leurs performances et leurs compétitions viriles. Ils tendent à multiplier avec ostentation les partenaires sexuels pour construire

leur "réputation". Ils sont parfois dans des formes dures et rétrogrades de domination masculine. La responsabilité et le dialogue amoureux prennent peu de place dans ce type de logique, c'est plus tard que la question des sentiments se pose à eux.

La plupart des jeunes filles sont cantonnées à des rôles traditionnels de "filles sérieuses", protégées et enfermées dans leurs foyers. On observe de la part de certains groupes de jeunes gens des formes de replis virilistes et une surveillance accrue des sœurs et des filles vivant dans la cité. Ces "petits hommes de la maison" prennent autorité sur elles sous prétexte que les pères sont absents ou disparus. La plupart des jeunes filles n'estiment pas que ce genre de comportement soit légitime. Socialisées dans une société qui tend à invalider le patriarcat traditionnel, elles n'acceptent pas la domination masculine. Certaines la vivent, contraintes et forcées, mais leur soumission est feinte. Elles développent de la rancœur, du mépris et parfois une colère contre les diktats des jeunes gens de leur entourage.

Les relations de business excluent les femmes du monde des "affaires". Si elles cherchent à se faire une place dans les lieux masculins, et "font la garçonne", elles sont particulièrement exposées à la violence et à l'humiliation. Les filles qui fréquentent l'espace public sont parfois désignées comme des filles faciles, offertes aux garçons. La violence que vivent certaines adolescentes, dans la culture de la rue, pourrait avoir des conséquences sur leur vision de l'homme, leur parentalité et leurs choix de couple. La violence engendre une normalisation de la violence faite au corps. Nombre de personnes qui l'ont subie la répètent sur elles-mêmes ou sur autrui. Comme victimes, certaines risquent de rencontrer des bourreaux, et développer des

scénarios d'auto-punition, dont la forme la plus courante est la répétition de la violence familiale ou les pratiques d'auto-mutilation du corps. D'autres pourraient s'identifier à l'agresseur et produire une forme de maîtrise de la violence, en en prenant l'initiative. D'autres encore développent une colère froide contre le genre masculin qui influencera la place qu'elles pourront donner ou pas au(x) père(s) de leurs enfants.

Evolutions des relations familiales en milieu populaire

Les récits parlent de l'évolution des places et des rôles parentaux dans les familles populaires traditionnelles, monoparentales ou recomposées. Dans les complexes de logements sociaux, on trouve des productions familiales particulières, à partir de variables qui sont rarement prises en compte, comme la perte du travail et la spécificité de la structure familiale dans l'ancien monde industriel. La paternité paie un lourd tribut à la dégradation des conditions de vie et aux transformations contemporaines des familles.

La famille ouvrière traditionnelle était structurée par un fort clivage des rôles parentaux. Les mères gouvernaient les foyers. En remettant leur paie aux mères, les pères se déchargeaient du quotidien. Comme chefs de famille, ils faisaient autorité du regard et du geste.²⁰ Ce modèle est aujourd'hui invalidé par l'évolution même de nos sociétés. La partition stricte des tâches est remise en question. Des faits sociaux, comme l'évolution foudroyante du chômage dans le monde ouvrier, ont transformé la place du père. Les univers masculins se décomposent et cherchent à se recomposer. Ne plus pouvoir assumer les rôles traditionnels masculins tend à replier les hommes sur les modèles anciens, altérant leurs capacités à faire évoluer leur identité.

Ils ont le sentiment d'avoir perdu leur place, de n'avoir plus rien à dire. *"Un homme qui ne rapporte pas d'argent, on peut s'en passer"*, disent les "chefs de ménage" qui tentent de gérer le budget étrié des allocations sociales. Leurs femmes gèrent les relations avec les institutions, perçoivent les allocations sociales, ont la charge du ménage et des enfants, travaillent... Elles sont saturées de responsabilités et reprochent aux hommes de ne pas prendre une place que, par ailleurs, elles ne sont pas toujours prêtes à leur laisser.

Les conflits d'autorité mettent les couples sous tension. Les familles se transforment dans toute la société, les séparations et les recompositions se multiplient. La garde des enfants est, en général, donnée à la mère ; les plus précaires demandent un logement social. Certains bâtiments sont saturés de femmes seules avec des enfants. Adolescentes, elles ont souvent souffert de la domination masculine. Après des échecs conjugaux, elles élèvent seules leurs enfants, parfois de pères différents, avec des pensions alimentaires aux versements chaotiques ou inexistantes. Pour toutes ces raisons, d'étage en étage, des femmes sont en lutte contre les hommes. Elles ont accumulé une rancune.

Dans les cités, les couples sont de plus en plus rares, ou alors ils sont "non officiels". En perdant l'accès aux emplois stables, les pères ne fournissent plus la sécurité économique, les services sociaux sont devenus des pourvoyeurs plus sûrs. Pour maintenir le niveau du loyer et des allocations, des pères et beaux-pères se domicilient fictivement à l'extérieur. Leur position est difficile, d'autant plus si la mère ne leur reconnaît pas de fonction parentale. De cette place, illégitime, le père risque de ne plus pouvoir jouer sa fonction de tiers entre l'enfant et sa mère, d'interface avec la société. Des

Bibliographie

AGAMBEN Giorgio, "Homo Sacer, le pouvoir et la vie nue", Paris, Seuil, 1997 (1995).

AGIER Michel, "Aux bords du monde, les réfugiés", Paris, Flammarion, 2002.

AGIER Michel, "L'invention de la ville. Banlieues, Townships, invasions et favelas", Paris, EAC, 1998.

AQUATIAS S., JACOB E., "Usages de psychotropes et prévention des conduites à risques", Conseil Général de Seine St Denis, 1998.

BACHMANN Christian, LE GUENNEC Nicole, "Violences urbaines", Hachette Littératures, 2002 (1996).

BAJOIT Guy, "Le changement social. Approche sociologique des sociétés occidentales contemporaines", Paris, Armand Colin, 2003.

BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel, "Violences urbaines, violences sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses", Fayard, Paris, 2003.

BOUHNIC Patricia, "Le monde social des usagers de drogues dures en milieu urbain défavorisé", Thèse de doctorat en sociologie, Université de Paris VIII, 1995.

BOURGOIS Philippe, "En quête de respect, le crack à New York", Paris, Seuil, 2001 (1995).

BOURDIEU Pierre, "La domination masculine", Paris, Seuil, Point essai, 1998 (p. 177).

CASTEL Robert, "L'Insécurité sociale", Seuil, La république des idées, 2003.



CYRULNIK Boris, "Un merveilleux malheur", Paris, Odile Jacob, 1999.

CYRULNIK Boris, "Le vilain petit canard", Paris, Odile Jacob, 2001.

DECLERCK Patrick, "Les naufragés", Plon, Terre humaine, 2001.

DE GAULEJAC Vincent, "Les sources de la honte", Paris, Desclée De Brouwer, 1996.

FAUGERON C. et KOKOREFF Michel (dir.), "Société avec drogues. Enjeux et limites", Paris, Eres, 2002.

GODELIER Maurice, "Métamorphose de la parenté", Paris, Fayard, 2004 (679 pages).

GOFFMAN Ervin, "Stigmate. Les usages sociaux des handicaps", Paris, Editions de Minuit, 1975 (1963).

JACQUES Jean-Pierre, "Pour

pères et beaux-pères se sentent diminués. Certains vivent l'expérience des êtres indésirables, sans place, qui survivent dans des conditions d'illégalité locative, économique ou juridique qui les condamnent au silence (travail au noir, économie souterraine, fausse domiciliation...). Des femmes ont tendance à exercer une emprise importante sur la vie des "hommes de passage" qu'elles hébergent, contrôlant leur courrier, les infantilisant, les mettant régulièrement "à la porte". Les pères rencontrés se sentent en transition entre "l'ancien esprit" et les nouvelles formes de paternité contemporaine, basculés entre les deux versants d'eux-mêmes. Ils inventent leur paternité à partir de leurs expériences de vie, par ajustements successifs. Des phases de dépression et de désimplification président souvent à la transformation de leurs conceptions d'homme et de père. Ils parlent avec nostalgie de temps révolu. Ils aiment leurs enfants et leurs beaux-enfants. Ils voudraient bien les "serrer" (surveiller et punir) comme leur père l'ont fait avant eux, avec le même rigorisme moral de l'éducation ouvrière qu'ils ont reçue, mais ils n'y arrivent

plus. Ils doivent négocier avec leurs enfants, alors qu'on n'a jamais négocié avec eux. Ils racontent comment ils ont dû se transformer, de l'intérieur, dans l'exercice de la paternité contemporaine. Ils avaient incorporé "la peur du père" et les échanges familiaux silencieux. Aux prises avec les crises et les prises de risques exponentielles des aînés, ils ont dû "tirer un peu sur le féminin", "ouvrir la tirette du cœur", apprendre "à s'occuper" des cadets, à dialoguer avec eux et à les responsabiliser. Par un intense "gestion relationnelle de soi", ils ont dû s'expliquer avec eux-mêmes et avec les autres pour réduire la tension identitaire dont ils souffraient.

Par moments, certains sont pris dans des tensions existentielles, économiques et conjugales qu'ils n'arrivent plus à gérer. Ils se sentent détruits, fuient leur famille et se détruisent. Ils n'arrivent pas à assumer leur paternité. Sans travail, ils ont l'impression de ne pas pouvoir être ni des hommes, ni des pères à part entière. Leur identité, maltraitée, se rigidifie. Ils ont un sentiment d'infériorité par rapport à leur propre père qui altère leurs capacités d'adaptation. Ils se murent dans le silence, la dépression et les consommations excessives de psychotropes.

Après leurs ruptures conjugales, beaucoup de pères se désimpliquent ou sont désimpliqués. Des femmes mettent des obstacles à la continuité du lien paternel. Des pères ont l'impression que sans la médiation de la mère, et loin de leurs enfants, ils ne peuvent pas assumer de rôle parental. Ils n'arrivent pas à être présents à l'enfant, à entrer en dialogue avec lui, surtout si la nouvelle compagne ne les aide pas. Aussi "les problèmes de ménage" se soldent-ils souvent par une rupture de la relation parentale, la co-parentalité assumée étant un idéal qui semble peu correspondre aux réalités de l'après divorce.

On voit se multiplier les groupes domestiques patri-centrés, que les difficultés économiques isolent. Les mères qui doivent assumer tout, toutes seules, n'arrivent pas toujours à inscrire dans leur famille les règles de la vie sociale et des frontières entre les générations. Des enfants prennent de plus en plus de pouvoir, tout en se sentant impuissants à s'émanciper, pris dans un lien trop serré avec leur parent. Un enfant parentifié a un sentiment de toute puissance parfois très difficile à gérer pour l'environnement social, sa socialisation est perturbée. Certains "s'enterrent" dans leur famille et dans la cité. Le vide de père qui leur est transmis a des conséquences. Des adolescentes incorporent des modèles masculins qu'elles jugent défailants. La responsabilité parentale ne s'encode plus dans certaines constructions identitaires masculines.

Des pères rencontrés assument seuls leurs enfants parce qu'ils sont veufs, parce que la mère a perdu la garde ou ne l'a pas souhaitée. Ils se sentent en difficulté pour répondre à l'ensemble de leurs besoins affectifs, nourriciers, éducatifs, sociaux... Concentrer l'ensemble des fonctions du champ de la parentalité sur une seule personne est périlleux. Par période, ils sont "à bout de souffle". Ils se sentent enfermés, mis à l'écart des autres hommes. Parfois la figure des grands-parents compense mais elle a des limites. Quand la famille se dégingue, le parent, surtout s'il est seul, tend à s'enfermer et à "se coller" à ses enfants ; cette proximité silencieuse et étouffante les retire du monde social. Lorsque des fonctions parentales ne sont pas exercées, l'enfant ou l'adolescent n'arrive pas à trouver une place tenable dans la famille ou la société. Les relations familiales se chargent d'anxiété et de colère, elles sont traversées par des gestuelles de risque, comme autant de conduites d'appel.²¹

Pour faire face à leurs crises et à celles de leurs enfants, des hommes ont été contraints à un travail identitaire important pour parfaire leur formation de père et aider leurs enfants à mieux réguler leur vie.²² Certains ont manqué des appuis nécessaires. Quelques-uns se sont désimpliqués, plongeant dans l'alcool ou les drogues. D'autres se sont repliés sur eux-mêmes. Parfois la parenté sociale²³ assume une part de leur charge et leur permet de souffler. Quand ils sont trop seuls, sans espace tiers pour réfléchir et prendre distance, les jeux avec la mort, les états seconds, la débâcle et la dépression familiale dominant.

Des enfants encaissent, épongeant la violence sociale et familiale. Les garçons doivent se projeter dans des pères qui ne s'occupent pas d'eux et sont très disqualifiés par leur mère. Adolescents, certains fuient les tensions familiales en occupant l'espace public de la cité. Dans leur famille de rue, ils se construisent parfois des masculinités caricaturales, basées sur l'honneur et le contrôle de la sexualité des sœurs et des filles de leur environnement. La rancœur des jeunes filles sous l'emprise des garçons de la cité, surveillées et contrôlées, ré-enclanche l'engrenage de la guerre des sexes, ces expériences risquant de faire d'elles des femmes en lutte contre l'homme, des mères qui donneront peu de place à "des pères à la petite semaine". La machine infernale risquant de s'emballer à nouveau, à la génération suivante.

La grande précarité

Des jeunes se sont sentis glisser hors des conventions socialement admises, vers l'hors règle. Ils ont graduellement été relégués dans les infra-hiérarchies les plus disqualifiées de la rue. Ils n'ont plus contrôlé leurs prises de risques. La démesure a fini par rythmer leur vie. Ils

en finir avec les toxicomanies. Psychanalyse et pourvoyance légalisée des drogues", Paris-Bruxelles, De Boeck Université, 1999.

JAMOULLE Pascale, "La débrouille des familles. Récits de vies traversés par les drogues et les conduites à risques", De Boeck Université, coll. Oxalis, septembre 2002.

JAMOULLE Pascale, "Drogues de rue, récits et styles de vie", Bruxelles-Paris, De Boeck, coll. Oxalis, 2000.

JOUBERT Michel (sous dir.), "Précarisation, risque et santé", INSERM, Questions de santé publique, 2001.

KAMISKI Dan, "L'usage pénal des drogues", De Boeck Université, coll. Perspectives criminologiques, Bruxelles, 2003.

KAUFMANN Jean-Claude, "L'invention de soi. Une théorie de l'identité", Armand Colin, 2004.

LE BRETON David, "Passions du risque", Paris, Métailier, 2000.

LE BRETON David, "Conduites à risques. Des jeux de mort au jeu de vivre", Paris, Quadrige/PUF, 2002.

LEPOUTRE David, "Cœur de banlieue, Codes, rites et langages", Paris, Poche Odile Jacob, 2001 (1997).

PETONNET Colette, "On est tous dans le brouillard. Ethnologie des banlieues", Paris, Galilée, 1995 (1979), 325 pages.

RICOEUR Paul, "La mémoire, l'histoire, l'oubli", Paris, Editions du Seuil, 2000.

SCHWARTZ Olivier, "Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord", Paris, PUF (1990),

TURNBULL Colin, "Un peuple de fauves", Paris, Stock (1973).

WACQUANT Loïc, "Les prisons de la misère, Raison d'agir", Paris, 1999.

WERNER Jean-François, "Marges, sexe et drogues à Dakar, enquête ethnographique", Paris, Karthala, 1993.

WILLIAMS Terry, "Cocaïne Kids. Un ethnologue chez les adolescents", Paris, Gallimard, 1990 (1989).

WHYTE William Tooté, "Street corner Society, la structure sociale d'un quartier italo-américain", La Découverte/Poche, 2002 (1943) (398 pages).

ZUBILLAGA Veronica, "Entre hombres y culebras. Devenir un homme dans un barrio d'une ville latino-américaine", Thèse de doctorat en sociologie, Université de Louvain-la-Neuve, 2003.

Articles et documents

BOURGOIS Philippe, "Une nuit dans une 'shooting gallery'", actes de la recherche en sciences sociales, n° 94, sept. 92, p. 56-78. Et "Homeless in el barrio. La vie d'un dealer portoricain de Harlem", Actes de la recherche en Sciences sociales, 93, juin 92, p. 59 à 68.

DECORTE Tom, "Drogues et self control : l'impact d'une politique répressive formelle sur les processus spontanés d'autorégulation", in "Usage

ont perdu pied. Certains dès l'adolescence, d'autres plus tard parce que des événements biographiques les ont fragilisés.

A la base des polytoxicomanies lourdes et des errances de rue, on observe surtout vécus individuels ou sociaux traumatiques et des carences affectives précoces.²⁴ Beaucoup de pères en précarité aiguë "n'ont pas eu d'enfance". Ce sont de grands blessés, polytraumatisés, des victimes de violence en famille ou en institution, ou de grands délaissés. Les surconsommations de psychotropes et le mouvement de la rue les aident à vivre. La peur, l'angoisse, les souvenirs obsédants surgissent quand "les gens de la rue" s'arrêtent "de bouger". Ils supportent mal les murs des hôpitaux ou des centres. Quelques-uns sont des "fous de l'exclusion"²⁵ brisés, broyés, profondément déprimés par des expériences d'humiliation, qu'ils semblent participer à reproduire. Leurs mécanismes inconscients sont puissants. Certains se remettent constamment dans des situations problématiques, peut-être parce qu'ils espèrent les dépasser, rencontrer enfin les protections et la confiance espérées.

Beaucoup de pères dans le grand dénuement tournent en roue libre entre la prison, l'assistance, les secours familiaux et la vie de rue. "Les oufs" cumulent les parcours psychiatriques, les "tox de rue" voyagent entre la prison et "le Toxland". Là, ils "tourment en ville" du matin au soir dans un temps qui semble arrêté. Ils sont seuls bien qu'en groupe et disent ne pouvoir compter que sur eux-mêmes. Beaucoup ont perdu tout espace de confiance et de sécurité relationnelle. Si les produits consommés atténuent les émotions, la défiance et le détachement seraient directement liés au régime de survie de la rue. L'ouvrage de Colin Turnbull sur les Iks montre que dans certaines conditions de vie, il n'est plus possible d'être "un bel être

humain".²⁶ L'implication dans la relation disparaît, les gens s'endurcissent, ils poussent l'individualisme à l'extrême. Certains deviennent des machines à survivre où seule la froide indifférence permet de rester vivant.

Dans son livre "L'invention de la ville", Michel Agier regroupe sous la notion de "ville nue" les zones "hors droit", où l'humain peut impunément céder le pas à l'inhumain.²⁷ "La ville nue" serait le paradigme spatial de "la vie nue". Les personnes y vivent en transit, de passage, au ban de la justice ordinaire. Elles sont dépossédées de leurs droits de citoyens, soumises à un processus de destruction identitaire (perte de travail, de logement, de liens familiaux, de biens, de dignité...). Sans voix politique, elles sont réduites à "la vie nue", la simple existence biologique, et particulièrement exposées à la violence extrême. Indésirables, "les tox de rue" semblent maintenus en quarantaine, au bord du monde, dans "une prophylactique de la ségrégation", en raison de l'incapacité politique à concevoir leur place dans la société tout entière.²⁸

Les vécus extrêmes produisent de nombreux troubles de la santé mentale, des perturbations de la vie sociale, des prises de risque démesurées et de la déparentalisation. Ils n'éliminent pas pour autant les capacités de résistance, d'altruisme, de subjectivation, d'amour parental, proprement humaines, pour autant que la communauté puisse les soutenir. Des interlocuteurs ont inventé au quotidien des formes de solution pour survivre à leurs vécus concentrationnaires, réguler leurs conduites à risque et cicatriser leurs blessures. A partir du dénuement, ils ont recréé des liens sociaux, développé des stratégies de protection psychiques, élaboré des formes d'estime de soi et trouvé de multiples solutions quotidiennes auprès de leurs frères et sœurs de condition.

Pour survivre à la toxicomanie de rue, il semble que les sujets doivent en

refuser le sens commun. Les discours "grand public" sur les drogues et les toxicomanes réduisent la polysémie des addictions à un schéma univoque : le toxicomane est "faible de caractère" puisqu'il a fréquenté des gens "qu'il ne fallait pas", consommé des drogues "dures" et s'est laissé dominer par la jouissance qu'elles procurent. En conséquence, pour s'en sortir, il doit aller "au bout de l'enfer". Sa volonté de rédemption naît de sa souillure, du creuset du malheur. Quand ils "touchent le fond", certains reprennent "le droit chemin". Ils peuvent alors réparer le mal qu'ils ont fait et se racheter. Cette vision des choses, partagée par de nombreux sujets dépendants, les conduit aux rechutes, voire au suicide, tant leur dette est sans fin, leur sentiment de culpabilité et leur mésestime de soi écrasantes.

Mes interlocuteurs n'ont pu prendre distance avec les drogues ou les modes de vie à risques qu'en revisitant leur histoire et les scénarios relationnels qu'elle avait inscrits dans leur vie. Certains ont pu imputer leurs conduites extrêmes aux contextes de vie nue, à des complexités familiales, aux violences des étiquetages sociaux... En imputant les fautes, ils purent se libérer de scénarios destructeurs, pacifier leurs rapports avec eux-mêmes et autrui.²⁹

Quelle est la place des pères dans la vie nue ? Leur rapport à leurs enfants est d'autant plus tragique qu'ils ont souvent souffert eux-mêmes d'un manque de père. L'amour pour leurs enfants est un lien à la vie, une force qui les construit et les détruit. La rupture de leurs relations conjugales les a particulièrement fragilisés. Etant donné la clandestinité de leurs activités liées aux drogues, ils ont fait l'objet de chantages et de menaces lorsqu'ils ont voulu assurer une continuité parentale. Leur déparentalisation est parfois à l'origine des processus de destruction identitaire qui les ont conduits au

Toxland. Mais le chaos de la rue et de l'addiction altère aussi leurs capacités parentales. Dans le Toxland, ils subissent le froid, la faim, le manque, la traque et le harcèlement des policiers, les menaces et les agressions, les affaires de justice et les incarcérations, la fragilisation des espaces de confiance interpersonnel, la perte de leur vie privée, l'amenuisement des ressources, le poids du stigmatisme et de l'étiquetage social... Le Toxland est donc un non-lieu inhabitable sans drogues, pour des adultes, alors d'autant plus pour les enfants. Beaucoup de pères du Toxland sont totalement déparentalisés. Au mieux, ils peuvent assumer une parentalité partielle (quelques lettres, cadeaux et visites). Ils traînent avec eux des photographies d'enfants qui grandissent sans eux. Généralement, leurs ex-femmes vivent en cité et, disent-ils, "se débrouillent".

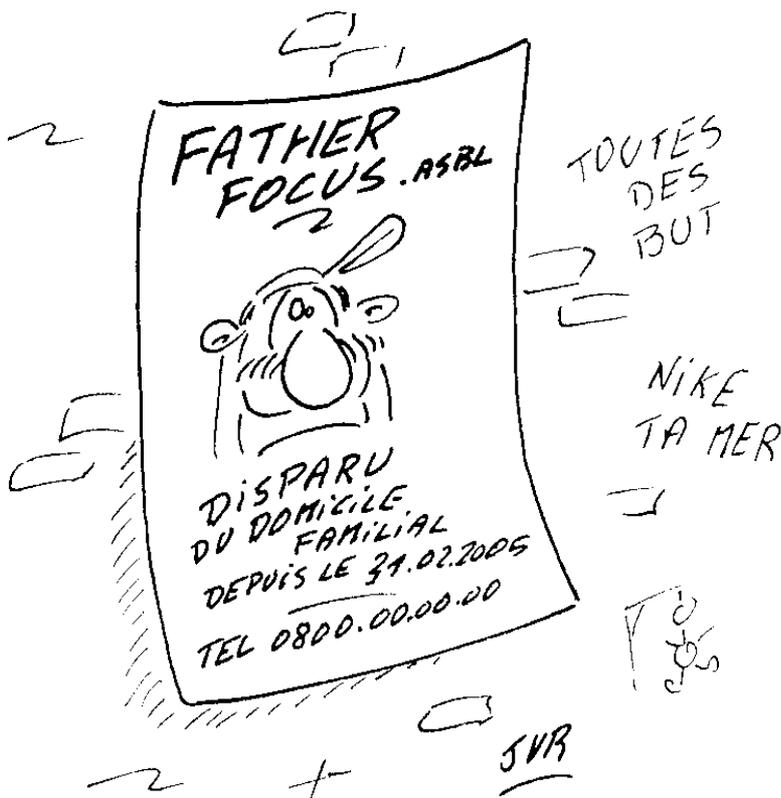
La déparentalisation, quelle qu'en soit l'origine, participe souvent à la destruction intérieure de ces hommes. Lorsqu'ils sortent du Toxland, le temps a passé. Ils ont peur d'entrer en relation avec des enfants qui ont grandi, alors qu'ils vivent avec des images de bébé. Beaucoup sont en colère contre leur ex-femme, leur famille ou belle-famille et les institutions qui, selon eux, prennent le parti des mères. Peu arrivent à réinvestir leurs enfants et à récupérer leurs droits parentaux.

Polysémie des conduites à risque dans les constructions identitaires d'hommes et de pères de milieux populaires

Les prises de risques et l'expérimentation des produits psychotropes font partie de la culture de la jeunesse. Les jeunes gens prennent des risques, en abusent même parfois, par périodes. Avec l'âge, ils développent leurs

pénal des drogues", Dan KAMINSKI (sous dir.), De Boeck, 2003, pp. 278 à 297.

HUBERT Pierre-Olivier, "Ce que les incivilités ne comprennent pas... Déconstruction d'un concept et de ses implications...", in ouvrage collectif "Réponses à l'insécurité. Des discours aux pratiques", Bruxelles, Labor, coll. La Noria, 2000.



N.D.L.R. : Le prochain ouvrage de Pascale Jamoulle paraîtra en novembre 2005. Il sera intitulé : "Des hommes sur le fil. La construction des identités masculines dans les milieux précaires". Il sera publié aux éditions La Découverte, collection Alternatives Sociales.

facultés de gestion des plaisirs et des risques de la vie. Cependant, sur mes terrains d'enquête, touchés de plein fouet par la désindustrialisation et son cortège d'insécurisations sociales et mentales, les conduites "décalées" et immédiatement risquées font l'objet d'un processus de production continue. Elles sont des réponses adaptatives à la fragilisation de la condition des hommes et des pères dans le monde du travail et la scène de l'habitat social. Elles ont différentes fonctions dans les lieux de socialisation (les sociabilités juvéniles, la famille, la vie en rue...). Elles permettent aux personnes aux revenus précaires de gagner leur vie dans les réseaux souterrains et de diversifier leurs réseaux de relations. Elles sont des conduites d'honneur qui répliquent à la honte de vivre en cité sociale. Elles aident des jeunes gens à se séparer de l'univers maternel, à se positionner dans un groupe de pairs et à construire leur réputation sur un territoire. Elles sont autant de conduites d'appel aux pères lorsqu'ils se rigidifient, dépriment ou se désimpliquent. Dans la vie des sans-abri, elles s'intègrent dans des trajectoires qui conduisent certains sujets poly-traumatisés à s'autodétruire. ■

Sommaire du dossier de Observatoire n° 46 de ce mois d'août 2005 "La parentalité à l'épreuve de la précarité"

Edito (C. Leclercq)

Familles précaires, familles compétentes (Ch. Barras, J.-P. Pourtois)

Vulnérabilités et compétences dans l'effort de transmission... (M. Jourdan)

Pères et mères en situation de précarité économique (Ch. Zaouche, O. Troupel)

Le droit à la protection de la vie familiale (extrait de Lance débat : 10 ans après le rapport général sur la pauvreté)

Pauvreté et placement des enfants (F. Mulkay)

Parentalité et précarité psychologique (Ch. Barras)

Modèle d'évaluation de la maltraitance en milieu précaire (B. Humbeek, V. Braconnier)

Vulnérabilité psychosociale des parents demandeurs d'asile (B. Demonty, D. Jouret)

Les paradoxes de l'investissement scolaire en milieu précaire (B. Humbeek)

Place et stratégies conscientes et inconscientes des parents issus de milieux modestes ou défavorisés dans leur rapport à l'école (E. Mangez)

Des programmes d'éducation parentale pour stimuler la compétence des familles (Ch. Barras, J.-P. Pourtois, B. Terrisse)

Echoline : un service d'accompagnement autour de la naissance (E. Quertron, M. Sorel, N. Voisin)

Parents et professionnels : une possible synergie de travail ? (J. Roy)

Pour toute information, contactez l'Observatoire, revue d'action sociale & médico-sociale asbl, 28-30 boulevard d'Avroy, 4000 Liège, tél. : 04/232.31.60-61, fax : 04/232.31.79, e-mail : info@revueobservatoire.be

OSONS LE RASSEMBLEMENT

Fabien LARDINOIS¹

LST (Luttes, Solidarités, Travail) est un mouvement d'éducation permanente et de lutte, en résistance à ce qui produit la pauvreté. Il rassemble des personnes et des familles qui vivent la pauvreté et d'autres qui leur sont solidaires. Notre choix prioritaire est de restaurer la solidarité, de travailler à ce que chacun soit respecté, que la justice et le partage deviennent des réalités et que l'on reconnaisse le rythme auquel chacun peut avancer en fonction de son histoire personnelle. Il est difficile d'être complet. Nous proposons un itinéraire de visite : deux situations vécues de pauvreté, qui ont participé à un rassemblement local ; la Cave qui est un lieu essentiel de LST où les plus pauvres prennent la parole ; les militants de LST ont écrit ensemble la charte de Malonne, ciment et texte de référence ; les militants écrivent sur la méthode de LST. Si vous êtes plus curieux, voyez nos coordonnées.²

Une première situation vécue

Au mois d'avril 2005, Mme X écrivait dans le journal "La Main dans la Main" un article intitulé : "Je ne baisserai pas les bras" qui reprend sa difficile histoire de logement, d'accompagnement social et qui en exprime les répercussions sur sa vie.³

Accueillir les enfants

"Dans une commune X, j'habitais dans un logement du CPAS. J'attendais ce logement depuis longtemps pour pouvoir accueillir mes enfants. Mes enfants étaient placés parce que mon logement précédent était reconnu insalubre (gros problèmes d'humidité, d'électricité et d'évacuation d'eau) et nous en avons été expulsés. Mais là, j'ai vécu des problèmes avec le CPAS. On venait fouiller dans mes affaires quand je n'étais pas là. On venait me regarder quand je prenais ma douche. J'ai voulu

me défendre devant le tribunal puis je me suis découragée. J'ai stoppé les poursuites.

J'ai quitté cette commune, conseillée par un travailleur social. On me laissait entendre que si j'acceptais un logement ailleurs, je récupérerais mes enfants. Une fois installée, on se rend compte que le logement est trop petit. Il est donc impossible de reprendre les enfants. Je reste là un an. Suite à un rapport sur l'état d'insalubrité de la maison (humidité), je suis expulsée le jour de mon anniversaire. Je vis alors un an à la rue.

Retrouver les enfants

L'espoir de retrouver les enfants m'anime plus que tout. Je me retrouve dans un logement loué au CPAS d'une autre commune. J'ai vu que l'état du logement n'était pas super. Je ne voulais pas le prendre mais je ne pouvais pas continuer à vivre dans la rue. On m'a promis qu'on y ferait des travaux. Ils

Mots-clés

- rassemblement
- solidarité
- dignité humaine
- exploitation
- lutter
- expérience vécue
- résistance à la misère
- prendre la parole
- éducation permanente
- militance

1. Militant du mouvement LST. En tant que personne qui signe l'article, j'ai voulu mettre en évidence des témoignages écrits avec des personnes vivant la pauvreté ainsi que des passages d'écrits reflétant une pensée collective, réellement construite collectivement.

2. Mouvement LST, 27 rue Pépin, à 5000 Namur, téléphone : 081/22.15.12, URL : www.mouvement-lst.org

3. LMDLM n° 230, avril 2005.

ont juste remplacé une fenêtre. J'ai commencé à ne plus payer de loyers pour faire pression, comme un appel pour qu'on me trouve un autre logement. Je suis à nouveau expulsée et je me retrouve à nouveau dans la rue. Là j'ai perdu tout ce qui m'appartenait et les photos de famille, comme si on m'enlevait un morceau de mon histoire. Cette partie de mon histoire se situe entre 1995 et 2005. Pendant ces 10 années, je me suis battue pour essayer de vivre avec mes enfants. J'ai l'impression de ne les avoir pas vu grandir.

On m'a volé

C'est comme si tout ce temps que j'aurais pu vivre avec eux m'avait été volé. J'ai l'impression aujourd'hui de n'avoir plus d'autorité sur eux. J'ai perdu la maîtrise de la relation avec eux. Des services existent pour aider les gens dans cette situation. Mon sentiment est qu'ils n'ont pas bien fait leur travail. J'ai l'impression qu'on ne s'est jamais préoccupé de l'intérêt de l'enfant à vivre avec sa mère. Ce qui me fait le plus mal, c'est qu'on m'a jugée. On a trouvé que je n'étais pas capable de m'occuper de mes enfants. Alors qu'on pouvait juste me reprocher de les aimer trop. Les personnes qui m'ont vraiment aidée, je peux les compter sur les doigts de la main. Ils ont même essayé de me faire passer pour folle. Heureusement, j'ai fini par rencontrer un médecin qui m'a comprise, qui a pu faire le lien entre mon état de santé et ce que j'ai vécu : la violence de la rue, les conflits familiaux, la maladie, les hospitalisations des enfants, ce que les enfants deviennent aujourd'hui...

Etre forte

Aujourd'hui, je ne vis plus aucun espoir par rapport à mes enfants. Je dois faire avec mon histoire. Je dois me faire à l'idée que je vais vivre sans eux. Oui, il y

a un endroit où j'ai mal, c'est là où je constate que mes enfants sont devenus grands et qu'on n'a rien pu faire pour eux.

Je sais que parfois on est fragile. Il y a des dérivatifs qui, sur le moment, soulagent mais ne solutionnent rien.

Mais je ne laisserai pas tomber, même si ça doit prendre du temps. Je ne baisserai pas les bras. Je veux encore être forte pour moi. Ce que je veux c'est retrouver une identité et avoir une activité".

Suite à la rencontre avec cette personne et d'autres vivant la pauvreté, un groupe LST va naître sur Bastogne. Car cette personne a provoqué la rencontre de travailleurs sociaux qui vivaient de la révolte par rapport à ce genre de situations. On constate même que cette dame a été victime de ce qu'on peut appeler de la maltraitance institutionnelle. Au départ du groupe, il y a juste un militant de LST, la directrice de la Maison Blanche à Cherain et l'assistante sociale du service d'assistance aux victimes. Nous sommes ensuite rejoints par des membres du CPAS, du CAAJ, de l'AMO, de la Mutualité Chrétienne, de la paroisse, de diverses associations locales... L'objectif est d'une part d'essayer de débroussailler certains dossiers administratifs qui deviennent inextricables et d'autre part de mettre en place un lieu d'échange et de réflexion, à partir des situations concrètes vécues par les plus pauvres, lieu à partir duquel on peut questionner les institutions et le pouvoir politique sur la mise en œuvre des politiques de lutte contre la pauvreté.

Une deuxième situation vécue

L'exposition du mouvement LST "Osons le rassemblement" était visible à la Maison de la Culture de Marche en avril 2005. Nous avons rencontré, dans

ce cadre, une travailleuse médico-sociale de Jemelle qui nous a parlé de la situation inacceptable de logement de nombreuses familles qu'elle rencontre. Elle nous a demandé de les rejoindre parce que les travailleurs sociaux de l'endroit ont le sentiment de ne pas être entendus. Il faut absolument faire quelque chose. Nous y rencontrons, entre autres, cette situation.⁴

Mme Y est mère d'une famille de 3 enfants. Elle habite une seule pièce exigüe où il faut vivre en famille, dormir et vivre de l'intimité. Le bâtiment pose de nombreux problèmes au niveau de l'hygiène. Deux de ses enfants se retrouvent en internat, suite à une mesure de placement. Le week-end, on s'arrange avec la famille pour qu'ils puissent revenir. Ces deux enfants voudraient par-dessus tout revivre avec leur maman dans une maison décente. Pour l'aînée, la souffrance est telle qu'elle menace de se suicider. La famille est inscrite depuis plusieurs années sur les listes d'attente de sociétés de logements sociaux et tente différentes démarches pour se reloger, sans grand résultat. Nous pensons même que porter un certain nom entraîne automatiquement le fait qu'il n'y aura jamais de logement social pour eux !

Avec deux travailleuses sociales, l'une de l'ONE et l'autre du Centre de planning familial de Jemelle, nous cherchons un local et mettons en place une permanence hebdomadaire, lieu où l'on peut prendre connaissance de ses droits et à partir duquel on peut être accompagné dans des démarches ainsi qu'un groupe de rencontre où les plus pauvres peuvent parler de leur vécu. Au sein de ce groupe, nous préparons un document où s'exprimera le mal-logement des plus pauvres. Nous comptons nous servir de la campagne électorale des élections communales pour peser sur les décisions qui sont du ressort de la commune. Parallèlement à

cela, une concertation entre les membres du secteur associatif permet de porter déjà le débat sur la place publique.⁵

La Cave : un lieu essentiel de rassemblement

Les rencontres de la Cave ont lieu dans les différentes locales de LST, une soirée tous les 15 jours. A l'origine, ces rencontres avaient lieu dans une cave. Elles en ont gardé le nom. En Cave, nous privilégions l'expérience de vie, à partir de laquelle nous menons une réflexion collective. Nous constatons, là où nous sommes, que très souvent les conditions, les procédures, les démarches, les obligations imposées aux bénéficiaires de l'aide sociale, du chômage, aux personnes en recherche de logement... fragilisent ces personnes. C'est à travers des lieux de connaissance comme les Caves que nous pouvons entrer en contact avec la réalité que vivent les plus pauvres.⁶

"Vivre pauvre, c'est résister à la misère". "Cette phrase, qui pour certains relève du slogan, traduit la réalité quotidienne des plus pauvres, pour qui la survie nécessite la mise en place de différents moyens afin d'alléger les souffrances ou d'éviter de sombrer plus profond dans la misère. L'un des enseignements les plus fondamentaux de l'histoire des plus pauvres, c'est leur résistance aux situations de misère. Les familles très pauvres développent sans cesse des stratégies, des pratiques de survie. Même très démunis, même en apparence résignés, même sans abri, nous sommes toujours en lutte, pour manger, pour nous vêtir, pour dormir, pour éviter d'être victimes de faits de violence d'autrui..."

Il faut sans cesse batailler par rapport à différentes institutions, par rapport au propriétaire, aux voisins qui nous

4. LMDLM n° 232, juin 2005.

5. Le Soir Namur-Luxembourg du lundi 25 juillet 2005, p. 10.

6. "La dignité... Parlons-en ! Chronique de 25 ans d'application de l'aide sociale", Mouvement Luttes Solidarité Travail, Editions Luc Pire, p. 33-34-35.

7. Dans le cadre de la préparation de la rencontre de Wemmel, rencontre entre associations du suivi du rapport général sur la pauvreté, Luc Lefebvre a fait ici une synthèse des réflexions pendant plusieurs réunions (entre février et mai 2003) entre militants sur la méthode de LST.

regardent de travers, aux huissiers, au SAJ... Mais quand les difficultés s'accumulent, on ne sait pas faire face de tous les côtés à la fois. Il faut alors d'abord aller à ce qui est urgent, essentiel. Il faut faire des choix. Et ces choix nous coûtent beaucoup d'énergie. La Cave à LST est un lieu de partage et de confiance où les plus pauvres peuvent partager leur lutte quotidienne pour plus de dignité. C'est autre chose que les rapports sociaux de domination et de violence qu'il faut vivre ailleurs.

Un regard des militants sur la méthode de LST⁷

La question de notre méthode de travail met en évidence deux éléments à éclairer.

– D'une part la question du "mandat". De qui recevons-nous mandat dans le travail collectif que nous développons ?

Par exemple un SAJ, un CPAS, une AMO... reçoivent un mandat et certaines missions.

En ce qui nous concerne, les choses se passent autrement, bien qu'on se retrouve sur les mêmes terrains que ces institutions. Nous en reparlons plus loin à propos des services sociaux, face auxquels on peut se retrouver dans une démarche militante.

Souvent ces services ont un "mandat", une mission qui leur vient de la société. Nous, nous sommes là en tant qu'amis, en solidarité avec des personnes, des familles et c'est cette solidarité qui constitue une sorte de "mandat".

– D'autre part, il est intéressant de voir dans quel sens se développent les "délégations" (quand il y en a) dans les dynamiques qui sont en jeu. En lien avec ce qui précède, au départ des luttes que nous portons, on peut

résumer la question à : qui délègue qui et pour faire quoi ?

Ces éléments seront sans doute plus approfondis dans la mesure où nous aborderons plus en détail "ce que nous faisons", ce qui se passe dans nos pratiques.

La démarche de LST s'enracine dans les résistances à la misère portées par des personnes, des familles, des groupes.

C'est dans l'immersion au niveau de ces résistances à la misère que se fonde une "solidarité" dans un sens assez complet. Dans cette solidarité prennent forme la réalité du "mandat", des délégations, des légitimités. Le développement de cette réflexion nous montrera qu'à l'inverse de la plupart des "interventions sociales", des "experts", "des opérateurs", etc... la réalité des notions de mandat, de délégation, etc... se joue à LST en sens inverse par rapport à ce qui se rencontre dans les pratiques de la plupart des services sociaux et institutions.

– Nous ne nous retrouvons pas dans l'opposition que certains inscrivent dans les pratiques de travail individuel et de travail collectif. Pour reprendre la réflexion que nous développons le 19 février 2003, on peut dire que la rencontre des personnes se réalise dans un premier temps de manière individuelle et que la dimension collective prend forme dans les solidarités qui se développent.

Il est dangereux de parler ou d'écrire sur notre méthode sans la situer dans une démarche plus globale qui repose entre autres sur des options telles que :

– Un choix de population aussi clair que possible : s'inscrire en solidarité dans les luttes portées par les plus

pauvres et leurs familles.

- Une recherche d'éléments de "libération" pour l'homme au départ des luttes que nous portons (et pour nous, il n'y a pas d'expert pour libérer les autres). C'est l'action commune des hommes en solidarité qui transforme le monde.

C'est aussi dans ce sens que les hommes peuvent faire reculer l'oppression, la misère, la grande pauvreté, l'exploitation des plus faibles.

Il ne s'agit pas de grandes envolées intellectuelles mais d'une action commune, au jour le jour, sur ce qui se vit "ici et maintenant".

- Les solidarités, les actions collectives, nos rencontres et groupes de réflexions s'enracinent dans les résistances quotidiennes des plus pauvres.

C'est avec des personnes, des familles en lutte contre les situations de grande pauvreté qu'elles subissent que se construisent les choses qui se vivent dans le cadre de LST.

- Si nous développons des actions de type "services", ce n'est pas dans le cadre d'un "mandat" que nous avons reçu de la part de la "société".

Dans le cadre de LST, cette démarche de "service" est liée aux actions de résistance à la misère développées par une personne ou une famille.

Les exemples sont nombreux dans notre histoire.

Par exemple, le travail que nous menons régulièrement pour reconstruire avec des personnes et des familles un projet lié au droit au logement.

Des défis que nous relevons et qui doivent rester des outils de lutte des travailleurs les plus pauvres.

Par exemple : au niveau du travail, de l'emploi, la création de la coopérative

LST répondait d'une part à la volonté des travailleurs les plus pauvres de "dire son identité" (nous sommes des travailleurs), et d'autre part, en plus des aspects de formation et de partage à différents niveaux, il y avait le défi collectif que "Blanc"⁸ portait avec d'autres : "Ensemble par notre travail nous sortirons de la dépendance". Ce sont les mots qui étaient écrits sur un panneau qui circulait dans différents rassemblements. La notion de travail ici dépassait largement les notions d'emploi "salaire" mais regroupait aussi toutes les activités que nous développons pour mettre en place des moyens de lutte contre la grande pauvreté.

Avant cela, quand nous avons squatté des immeubles, c'était aussi dans le cadre d'une lutte portée par les familles et les personnes chassées par la fermeture du "55".⁹

Les connaissances par rapport aux législations du minimex, du logement, du chômage, etc... que nous avons résultent avant tout de la confrontation que nous vivons en permanence entre "des droits les mêmes pour tous" et des réalités qui traduisent que ces droits sont bafoués pour certains.

Ces connaissances ne découlent pas de notre "mandat" ou "fonction".

Ces connaissances sont le résultat du dialogue, des réflexions qui s'élaborent à partir des résistances à la misère que développent les plus pauvres face à des conditions de vie extrêmes.

Dans ce cadre d'options fondamentales du mouvement LST "le dialogue" n'est pas une option méthodologique mais un fonctionnement essentiel (par essence) de notre pratique.

Il est important de voir aussi l'importance que prennent les "palabres", les discussions dans notre fonctionnement. Cet élément n'est pas

8. "Blanc" est le surnom porté par Guy Ney qui était parmi les premiers militants de notre mouvement sur Namur avant même que nous ayons pris un nom et un statut juridique d'asbl.

9. Le "55" était le nom donné à un lieu d'accueil pour les plus pauvres et dont l'action se développait à Namur au n° "55" et (57, 59, 61) du boulevard d'Herbatte. Lorsque ce lieu s'est restructuré fin des années septante, il y avait encore près d'une centaine de personnes, dont des familles et des enfants, obligés de retrouver un autre logement. Plusieurs militants de la première heure étaient proches de l'histoire de ce lieu et y ont vécu.

10. Le 17 octobre est la journée mondiale du refus de la misère.

11. Rapport Général sur la Pauvreté 1994 : état des lieux de la pauvreté en Belgique, réalisé à la demande du gouvernement belge. Il est le fruit de deux années de travail réunissant des associations où les plus pauvres prennent la parole ainsi que des travailleurs sociaux des services privés ou publics, CPAS, partenaires sociaux, professionnels de divers horizons.

un choix explicite mais il traduit simplement la fidélité à une démarche qui s'enracine dans les moyens de communication les plus maîtrisables par les plus pauvres.

Dans nos traditions populaires, les choses courantes de la vie restent dans le domaine de la communication "directe", orale. C'est aussi le cas pour les choses importantes.

Il est clair que notre histoire illustre que lorsqu'on passe au niveau de l'écriture, c'est souvent pour "communiquer" avec d'autres que "des pareils à nous autres". Si on écrit, c'est pour exprimer des choses en dehors de "nous".

Le journal "La Main dans la Main" que nous réalisons est une trace écrite rendue publique de nos résistances au quotidien. Depuis sa création, le journal rassemble des témoignages, des questions de société, des réflexions collectives que nous élaborons à partir de notre "travail" collectif.

La construction d'un texte comme nous le faisons pour le 17 octobre¹⁰ (ou comme celui-ci) reste simplement la trace d'un dialogue collectif particulier que nous développons à partir des choses importantes qui font notre quotidien. Dans le cas présent, nous avons pu approfondir des réflexions déjà menées dans le cadre de LST. Durant plusieurs rencontres des synthèses successives sont rediscutées entre tous les participants afin de voir si ce qui est écrit est bien le reflet de ce que nous voulons dire en groupe.

A aucun moment dans le cadre de LST, de telles démarches ne se coupent de nos luttes, de nos vies.

Pour nous, à aucun moment, le "dialogue" ne devient une "fin en soi".

Il est un moyen qui répond à une recherche d'éléments de libération avec tous les hommes au départ des résistances à la misère développées

chaque jour par les plus pauvres.

Pour nous, notre méthode est indissociable des luttes au quotidien et des solidarités qu'elles suscitent ou ne suscitent pas.

A l'inverse des "experts", nous n'avons pas de solution toute faite face aux problématiques que nous devons affronter.

Les éléments de "libération" que nous recherchons face à des situations qui oppriment proviennent toujours du dialogue et de la mobilisation des énergies que celui-ci suscite.

Le texte actuel est un reflet des réflexions que nous avons menées avec des militants et militantes sur notre manière de fonctionner.

Ces réflexions s'appuient sur le regard que nous portons sur notre histoire de luttes collectives et les diverses formes de rencontres et de lieux de parole que nous développons.

Ce texte part des réflexions que nous émettons à partir de nos expériences de vie. Il commence à se construire dans des mots écrits. Cela constitue une rupture par rapport aux traditions orales dans lesquelles nous baignons.

Le texte reviendra dans des groupes pour être rediscuté, réapproprié. On le lira à haute voix pour que ceux et celles qui ne maîtrisent pas l'écriture et la lecture puissent donner leur avis, partager avec d'autres sur leurs expériences. On se questionnera sur le poids des mots, le risque qu'ils peuvent apporter.

Ce travail peut prendre plusieurs mois. C'est le cas pour les documents que nous élaborons pour le 17 octobre depuis plusieurs années.

Et dans certains cas, comme "la chronique" sur le minimex qui sera éditée dans les prochains mois, la démarche pour élaborer un texte prend

plusieurs années.

Malgré le fait que le contenu de cette chronique repose sur des faits de vie et des réflexions réalisées dans le cadre des rencontres de "la Cave" depuis de nombreuses années, tous les textes écrits sont élaborés suivant cette

méthode.

Nous savons aussi que nous avons joué un rôle important pour que cette méthode de travail que nous pratiquons depuis plus de 20 ans maintenant influence la réalisation du RGP.¹¹

La charte de Malonne : un ciment entre les militants

Les militants de LST ont trouvé important de rédiger un texte pour définir ce qui nous anime et nous réunit.

"Lutter seul pour survivre"

Au sein de notre société, dite des droits de l'homme, des gens doivent lutter pour survivre : rejetés de tout circuit de travail, dépendants d'une aide sociale où les droits ne sont pas toujours appliqués.

Lutter pour garder la famille unie.

Lutter pour retrouver sa dignité.

Lutter seul pour survivre.

Une logique d'exploitation

La responsabilité de cet état de fait est souvent attribuée aux personnes elles-mêmes... Comme s'il existait une complaisance à rester dans la misère.

Il y a par contre d'autres personnes intéressées à maintenir en place des systèmes d'exploitation.

Le travail en noir, par exemple, profite surtout à l'employeur qui paie le travailleur à moindre coût... Les risques étant surtout pour le travailleur qui se retrouve sans protection sociale.

La location de logements insalubres à prix d'or (n'ayant rien à voir avec leur qualité) dans des bâtiments à appartements multiples, profitent aux propriétaires. Leur(s) revenu(s) locatif(s) ne sont pas taxé(s) sur une base réelle, mais sur une base fictive : le revenu cadastral.

Voilà encore un exemple d'exploitation.

Créer une lutte collective et solidaire

C'est en se mettant ensemble que chacun pourra retrouver sa dignité, c'est en luttant ensemble que l'on peut créer une force qui fera reconnaître les droits de tous, et surtout des plus faibles.

Mais se mettre ensemble ne va pas de soi. Il faut créer des solidarités.

Solidarités de la part de ceux qui vivent les mêmes difficultés, la lutte pour la survie.

Solidarité de la part de ceux qui rejoignent leurs luttes.

Ensemble, ils décident de partager leurs savoirs et leurs moyens.

Toujours accessible aux plus écrasés

La misère divise : un moyen de se sentir plus fort est d'écraser celui qui est plus faible.

Le rassemblement des plus pauvres est donc un défi.

Cette lutte commune, cette lutte solidaire, si elle ne veut pas reproduire l'exploitation que nous voulons combattre, doit toujours rester accessible aux plus écrasés.

Les plus écrasés, ce sont ces femmes, ces hommes, ces enfants, ces familles, ces travailleurs, qui subissent la société et qui n'y ont pas de droit : ni à la parole, ni aux revenus. Certains n'ont même pas accès à l'aide sociale.

Ils sont victimes de l'injustice et des abus de pouvoir, exploités de notre société, objets de mépris.

Rester accessible aux plus écrasés, cela implique avant tout de croire que chacun est capable de retrouver sa dignité, quelle que soit sa situation. Croire aussi que les plus écrasés peuvent rejoindre la lutte collective et devenir solidaires les uns des autres à leur tour.

Etre partenaire dans les lieux de décision

Trop souvent, les lois, les règlements... sont établis sans tenir compte des réalités et des aspirations des plus pauvres. Parce qu'on ne leur demande pas leur avis.

Notre lutte est aussi de devenir de véritables partenaires dans les lieux de décision afin que notre parole soit prise en compte pour que s'opère un changement radical porteur d'avenir pour nous et nos familles.

Consolider l'action, rester ouvert et dynamique.

Cette lutte collective, nous devons la rendre publique afin que d'autres puissent nous rejoindre.

Nous devons aussi dégager des moyens humains et matériels afin de consolider notre action.

Vigilance

Nous devons rester vigilants.

Vigilants par rapport à nos combats : rien n'est jamais acquis définitivement, il y aura toujours une logique d'exploitation à combattre.

Vigilants par rapport à nous-mêmes, pour que nos luttes restent toujours accessibles aux plus écrasés.

Notre force est que ceux et celles qui sont en passe de retrouver leur dignité restent solidaires de ceux et celles qui sont encore dans une profonde misère."

LES PEULS ET L'ACCUEIL : UNE DÉMARCHE DE SOLIDARITÉ TRANSCULTURELLE

Véronique DUBOIS¹

Créée en 1980, l'Autre "lieu"-R.A.P.A. (Recherche Action sur la Psychiatrie et les Alternatives) est une association qui se réclame du courant alternatif à la psychiatrie des années 60 et qui s'inscrit dans une dynamique de réflexion critique à l'égard du système psychiatrique. L'objectif principal est de permettre à des personnes en difficulté psychologique ou sociale d'éviter ou d'écourter une éventuelle hospitalisation psychiatrique en leur proposant des lieux d'écoute-entraide et d'accueil autres que ceux proposés par le système thérapeutique institutionnel.

En 1989, la maison du "Vivier" voit le jour et propose une démarche de solidarité transculturelle : une communauté peule (ethnie de l'Afrique de l'Ouest) accueille des personnes souffrant de problèmes de santé mentale !

Mots-clés

- psychiatrie
- alternative
- stigmatisation
- accueillants
- accueillis
- peuls
- communauté

1. Animatrice culturelle à l'asbl l'Autre "lieu".

Origine du Vivier

Le projet trouve son origine dans le fait qu'une personne travaillant à l'époque à l'Autre "lieu" vivait dans une maison où les Peuls étaient nombreux. Ayant épousé un Peul, elle constata d'une part, que ceux-ci étaient le plus souvent mal logés : la plupart arrivaient en Belgique suite à des conflits politiques dans leur pays. D'autre part, elle observa également que la communauté peule véhiculait des valeurs traditionnelles : solidarité au sein du groupe, hospitalité envers l'étranger, respect des différences et affirmation d'une identité cohérente. D'où l'idée, dans le cadre d'accueil de personnes en souffrance psychique, morale ou sociale de créer une maison communautaire rassemblant sous un même toit des

Peuls et ces personnes. L'originalité du projet met donc en présence des personnes soumises à un exil. Mais cet exil se distingue par sa nature : asile politique et immigration pour les premiers et psychiatrisation et exclusion pour les seconds.

Une vie communautaire pas comme les autres !

Au "Vivier", vivent en permanence une douzaine de Peuls dits "accueillants" et actuellement deux personnes belges dites "accueillis" ayant eu un parcours psychiatrique. Il y a un contrat oral entre les peuls et l'Autre "lieu" pour qu'ils restent attentifs aux accueillis, ces derniers sont invités à suivre une série de règles de vie en commun, bien qu'il n'y ait pas de règlement d'ordre

intérieur type. Pour les Peuls, la vie communautaire est basée sur un mode de vie et de valeurs traditionnelles. Ils passent la plupart du temps dans le salon commun, partagent le plat commun, prennent le thé, prient, discutent... L'accueilli, s'il le souhaite, peut décider ou non de se joindre à eux pour le repas ou tout simplement partager ensemble un moment de convivialité. Les Peuls se partagent quatre chambres, certains d'entre eux dorment au rez-de-chaussée, quant aux accueillis, ils bénéficient chacun de la leur. Les accueillants et accueillis payent leur loyer et leurs charges à L'Autre "lieu" et l'asbl acquitte dès lors l'ensemble du loyer de la maison auprès du propriétaire.

Pas d'encadrement thérapeutique au "Vivier"

Dans la communauté peule, ce qui prédomine, c'est l'échange entre deux cultures, mais c'est avant tout l'attention que l'on porte l'un envers l'autre. Dans notre société occidentale, la solitude est très souvent la cause de troubles psychiques.

Pour les Peuls, il est impensable de laisser quelqu'un seul avec ses souffrances. Ils sont très sensibles à l'exclusion sociale. D'ailleurs, un Peul ne se trouve jamais seul dans le salon commun et si c'est le cas, il sera vite rejoint par un autre Peul. Les accueillis le savent et peuvent bénéficier de cette hospitalité, d'une parole, d'une accolade, d'un échange de salutations, d'un sourire qui font tant de bien...

Il n'y a donc pas d'encadrement thérapeutique au "Vivier". C'est la parole, la présence, le sentiment d'exister sans être jugé, sans être stigmatisé par la maladie qui domine, contrairement aux communautés thérapeutiques classiques.

L'Accompagnement de l'Autre "lieu"

L'Autre "lieu" a mis en place au Vivier deux types d'accompagnement : l'accompagnement collectif et l'accompagnement individuel.

L'accompagnement collectif

Ce sont principalement des palabres communautaires qui se déroulent une fois par mois avec tous les locataires Peuls et accueillis. On y discute de tout ce qui va et de tout ce qui ne va pas, de la gestion collective du logement à la vie interne de la maison. En outre, les accueillants peuls sont aidés par l'Autre "lieu" dans diverses démarches administratives (régularisation de papiers, recherche d'un emploi, etc.)...

L'accompagnement individuel

Une réunion entre accueillis se déroule également une fois par mois. C'est l'occasion de parler "sans tabou" avec l'Autre "lieu" de leur maladie, mais avant tout de leurs projets personnels, par exemple d'une formation qu'ils souhaitent suivre. Les accueillis, en fonction de leur demande, ont un suivi



2. "Les Peuls sont un surprenant mélange. Fleuve blanc au pays des eaux noires, fleuve noir au pays des eaux blanches, énigmatique peuplement que de capricieux tourbillons ont amené du soleil levant et répandu de l'est à l'ouest presque partout. En pays noir, les voici semblables à des fourmis destructrices de fruits mûrs, s'installant sans permission, décampant sans dire adieu, race de voltigeurs volubiles sans cesse en train d'arriver ou de partir au gré des points d'eau ou des pâturages..." , Raillerie bambara, cité par le célèbre auteur Peul Amadou Hampâté Bâ.

individuel par des professionnels extérieurs à l'Autre "lieu". Ils peuvent ainsi bénéficier des soins de santé qui leur sont parfois nécessaires.

L'hospitalité envers l'étranger

Les Peuls sont présents dans toute l'Afrique sahélienne, du Sénégal au Soudan en passant par la Mauritanie, la Gambie, la Guinée, etc... (d'après certaines théories, les Peuls seraient d'origine égyptienne). Ils sont présents dans chacun de ces pays mais de façon minoritaire ; pasteurs, nomades², ils ont conservé partout où ils ont immigré leurs valeurs traditionnelles : respect des aînés, soumission à la mère, présence du sacré dans toute chose, respect des coutumes religieuses (les Peuls sont de tradition musulmane), ainsi que l'assistance et l'hospitalité envers l'étranger qu'ils considèrent chaque fois comme une personne issue de leur propre famille.

Le "Vivier" a accueilli depuis sa création près de deux cents personnes en situation de souffrance psychique.

Celles-ci ont pu retisser des liens sociaux et reprendre en main leur propre vie en vue de retrouver leur place de citoyen dans la cité. La particularité de cette réussite sur le long terme avec la communauté peule, c'est qu'il n'y a pas de structuration volontaire du projet, pas de règle type d'accueil imposé par l'Autre "lieu". Tout est laissé à l'autonomie des accueillants Peuls. Et par-dessus tout, c'est cette identité cohérente, homogène, des valeurs et des règles de vie qui sont propres à la communauté peule qui ont fait de ce projet une démarche tout à fait originale d'alternative à la psychiatrie.

Au "Vivier" (Photo fournie par l'auteur)



Les Cahiers de Prospective Jeunesse : titres parus

1996

Cahier 1 : pratiques judiciaires en matière de consommation de produits illicites (épuisé : copie disponible)

1997

Cahier 2 : privé ou public : quels espaces de liberté ?

Cahier 3 : école et prévention (tome 1) (épuisé : copie disponible)

Cahier 4 : école et prévention (tome 2) (épuisé : copie disponible)

Cahier 5 : situations des jeunes adultes (18 - 25 ans)

1998

Cahier 6 : école et prévention (tome 3)

Cahier 7 : la question du plaisir, le plaisir en question (tome 1)

Cahier 8 : la question du plaisir, le plaisir en question (tome 2)

Cahier 9 : la question du plaisir, le plaisir en question (tome 3)

1999

Cahier 10 : la question du plaisir, le plaisir en question (tome 4)

Cahier 11 : économie souterraine ou économie des exclus ? (tome 1)

Cahier 12 : économie souterraine ou économie des exclus ? (tome 2)

Cahier 13 : drogues et prison (tome 1)

2000

Cahier 14-15 (numéro double) : drogues de synthèse : de la prévention des risques aux risques de la prévention (actes de la journée d'étude d'Eurotox du 3.12.1999)

Cahier 16 : drogues et prison (tome 2) et Economie souterraine ou économie des exclus (tome 3)

Cahier 17 : drogues et cultures

2001

Cahier 18 : cannabis et autres drogues : la dépénalisation en questions (tome 1)

Cahier 19 : les alicaments : entre nutriments et médicaments

Cahier 20 : cannabis et autres drogues : la dépénalisation en questions (tome 2)

Cahier 21 : cannabis et autres drogues : la dépénalisation en questions (tome 3)

2002

Cahier 22 : la famille (tome 1)

Cahier 23 : le secret professionnel

Cahier 24 : la famille (tome 2)

Cahier 25 : radioscopie du monde enseignant (l'école - tome 1)

2003

Cahier 26 : monde du travail et psychotropes

Cahier 27 : la réduction des risques (tome 1)

Cahier 28 : la réduction des risques (tome 2)

Cahier 29 : à l'école des jeunes (l'école - tome 2)

2004

Cahier 30 : contextes et consommations

Cahier 31 : santé et prévention : braderie ou promotion ?

Cahier 32 : actes du colloque "Jeunes et alcool" du 18.05.04 à Louvain-la-Neuve

Cahier 33 : Promotion de la Santé et Réduction des Risques : la question du tabac... toujours avec filtre ?

2005

Cahier 34 : santé et communication : info ou intox ?

Cahier 35 : vive la fête ! (fête et psychotropes)

Pour commander l'un de ces numéros ou vous abonner, contactez Claire Haesaerts, Secrétaire de Rédaction, à Prospective Jeunesse (tél. : 02/512.17.66, fax : 02/513.24.02, e-mail : claire.haesaerts@prospectivejeunesse.be).

S

Editorial

Henri Patrick CEUSTERS

1

O

DOSSIER :

PAUVRETÉ, CONTRÔLE SOCIAL ET (DÉ)STIGMATISATION

TOME 1 : ENTRE SURVIE ET SOLIDARITES CITOYENNES

M

- Quand la stigmatisation renforce le paupérisme, un autre regard peut être opportun...

Sébastien ALEXANDRE

3

Borinage et cinéma : zoom arrière sur des films

Tony de VUYST

6

M

- Pères et fils face aux conduites à risque : évolution des relations familiales en milieux populaires

Pascale JAMOULLE

9

A

- Osons le rassemblement

Fabien LARDINOIS

23

- Les Peuls et l'accueil : une démarche de solidarité transculturelle

Véronique DUBOIS

30

I

R

PROSPECTIVE JEUNESSE A DEMENAGE

Nous vous accueillerons désormais au 144 chaussée d'Ixelles, à 1050 Bruxelles. Nos numéros de téléphone (02/512 17 66) et de fax (02/513 24 02) restent inchangés.

E